

Scooter

*Votre contrat
d'assurance*



Assurance Moto

CONDITIONS GENERALES

Informations générales

Le contrat que vous avez souscrit se compose :

- des **Conditions Générales**, qui précisent les garanties que nous pouvons offrir, leurs limites, leurs exclusions, les modalités de règlement des sinistres, les modalités de vie du contrat, nos obligations réciproques, et les conditions de résiliation du contrat.

Les Conditions Générales peuvent être complétées par un Tableau récapitulatif des garanties et des **annexes** faisant partie intégrante du contrat, et dont les références sont indiquées aux Conditions Particulières ;

- des **Conditions Particulières**, établies sur la base des renseignements que vous avez fournis au moment de la souscription, qui personnalisent le contrat en précisant, en particulier, l'identité du souscripteur, les caractéristiques du risque, la nature des garanties souscrites, les franchises éventuellement applicables et le montant de la cotisation. **Seules les garanties dont mention est faite aux Conditions Particulières seront accordées.**

Ce contrat est régi par le Code des Assurances. S'il garantit des risques situés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, les dispositions particulières des articles L. 191-1 à L. 192-7 du Code des Assurances sont applicables, à l'exception des articles L. 191-7, L. 192-2 et L. 192-3.

Sommaire

	<i>Pages</i>
Titre 1 - Dispositions générales	
Article 1 Définitions des termes utilisés dans votre contrat	5
Article 2 Objet du contrat	7
Article 3 Etendue géographique de la garantie	7
Titre 2 - Les garanties et les services	
Chapitre I - Assurance de responsabilité civile (Article L. 211-1 du Code des Assurances)	
Article 4 Assuré	9
Article 5 Objet de la garantie de la responsabilité civile	9
Article 6 Extensions de garantie	10
Article 7 Exclusions relatives à l'assurance de responsabilité civile	10
Article 8 Insolvabilité du responsable	11
Chapitre II - Défense pénale et recours suite à accident (DPRSA)	
Article 9 La défense pénale et recours suite à accident	11
Chapitre III - Assurance des dommages au véhicule assuré	
Article 10 Champ d'application des garanties dommages	13
Article 11 Bénéficiaire de la garantie	13
Article 12 Incendie, explosion	13
Article 13 Catastrophes naturelles	14
Article 14 Catastrophes technologiques	14
Article 15 Bris de glaces	14
Article 16 Vol	15
Article 17 Dommages tous accidents	16
Article 18 Attentats et actes de terrorisme	16
Chapitre IV - La protection juridique motard	
Article 19 Garantie protection juridique motard	17
Chapitre V - L'assistance	
Article 20 Garantie assistance 0 km	21
Chapitre VI - La protection du conducteur	
Article 21 Garantie individuelle du conducteur	27
Chapitre VII - Dispositions communes	
Article 22 Exclusions communes à l'ensemble des garanties	28

Titre 3 - Le règlement des sinistres

Chapitre VIII - Les modalités d'indemnisation

Article 23	Vos obligations en cas de sinistre	31
Article 24	Indemnisation des dommages causés au véhicule assuré	32
Article 25	Indemnisation des dommages causés aux tiers	33
Article 26	Quels sont nos droits une fois que nous vous avons indemnisé (subrogation) ?	34

Titre 4 - Le fonctionnement du contrat

Chapitre IX - La vie du contrat

Article 27	Formation du contrat et prise d'effet	36
Article 28	Durée du contrat	36
Article 29	Cas pouvant entraîner la résiliation du contrat	36

Chapitre X - Déclarations obligatoires

Article 30	Déclarations à la souscription	38
Article 31	Déclarations en cours de contrat	38
Article 32	Déclarations en cas de modification du risque	38
Article 33	Sanctions en cas de fausses déclarations, omissions ou déclarations inexactes	39
Article 34	Déclarations de vos autres assurances (assurance cumulative)	39

Chapitre XI - La cotisation

Article 35	Détermination de la cotisation	40
Article 36	Paiement de la cotisation	40
Article 37	Modification du tarif et des franchises	41
Article 38	Clause de réduction - majoration	41

Chapitre XII - Dispositions diverses

Article 39	Réquisition	43
Article 40	Prescription	43
Article 41	Réclamations	43
Article 42	Contrôle de l'entreprise d'assurance	43
Article 43	Lutte contre le blanchiment	44
Article 44	Clauses	44
Article 45	Compagnies	44

Tableau récapitulatif des garanties	46
--	----

Tableaux d'application de la vétusté	47
---	----

Titre 1

Dispositions générales

Article 1 Définitions des termes utilisés dans votre contrat

ACCESSOIRE

Elément, prévu au catalogue du constructeur, fixé sur le véhicule, non indispensable à l'accomplissement de la fonction de celui-ci et qui n'entraîne pas de modification de structure.

ACCIDENT

Événement imprévisible, insurmontable, et involontaire, susceptible de mettre en jeu les garanties du contrat.

ASSURE

Le souscripteur, le propriétaire du véhicule assuré ou toute autre personne ayant, avec leur autorisation, la conduite ou la garde de ce véhicule.

La définition de l'assuré, lorsqu'elle est différente de celle-ci, figure en début de garantie.

AVIS D'ÉCHÉANCE OU APPEL DE COTISATION

Document par lequel l'assuré est informé du montant de sa cotisation et de la date avant laquelle elle doit être payée.

AVENANT

Document qui constate une modification du contrat et dont il fait partie intégrante.

CONDUCTEUR HABITUEL

La personne déclarée comme telle au contrat.

CONDUCTEUR AUTORISÉ

Toute personne conduisant le véhicule assuré avec votre autorisation.

COTISATION

Somme que le souscripteur doit nous verser en contrepartie des garanties souscrites.

DÉCHÉANCE

Sanction consistant à priver un assuré du bénéfice des garanties en cas de non-respect de certaines obligations prévues par le contrat.

ÉCHÉANCE

Date à laquelle la cotisation d'assurance doit être réglée.

L'échéance principale correspond à la date anniversaire de reconduction de votre contrat.

ÉLÉMENT DU VÉHICULE

Elément fixé sur le véhicule et indispensable à l'accomplissement de la fonction de celui-ci.

FRANCHISE(S)

Somme(s) dont le montant est prévu aux Conditions Particulières ou aux Conditions Générales pour l'assurance de certains risques qui demeure(nt) toujours à la charge de l'assuré en cas de sinistre concernant les risques garantis.

NOUS

AMT ASSURANCES par délégation des compagnies mentionnées à l'article 45.

NULLITÉ

Sanction d'une fausse déclaration intentionnelle ou d'une omission volontaire commise par l'assuré à la souscription ou en cours de contrat, qui prive l'assuré de tout droit à garantie, puisque le contrat est réputé ne jamais avoir existé.

POLLUTION

Atteinte accidentelle à l'environnement provenant de l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée

par l'atmosphère, le sol ou les eaux, la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, ondes, radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations de voisinage, dont la manifestation est concomitante à l'événement soudain et imprévu qui l'a provoquée et qui ne se réalise pas de façon lente ou progressive.

PRÉAVIS DE RÉSILIATION

Délai qui doit s'écouler entre la notification de la résiliation du contrat et la prise d'effet de celle-ci.

PRESCRIPTION

Perte d'un droit lorsque celui-ci n'a pas été exercé dans un délai déterminé.

RÉSILIATION

Cessation définitive des effets du contrat d'assurance.

SINISTRE

Événement susceptible de mettre en jeu les garanties du contrat. Toutefois, en ce qui concerne la garantie "Responsabilité Civile", on entend par sinistre tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations.

Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

SOUSCRIPTEUR

Personne désignée sous ce nom aux Conditions Particulières qui signe le contrat et s'engage au paiement des cotisations.

SUBROGATION

Droit pour l'assureur de se substituer à l'assuré pour récupérer auprès du responsable du dommage les indemnités versées par lui à son assuré.

SUSPENSION

Acte par lequel tout ou partie des garanties du contrat cessent provisoirement de produire leurs effets à l'occasion de certaines circonstances déterminées telles que la vente ou la destruction totale du véhicule ou par suite de non-paiement des cotisations.

TIERS

Toute personne susceptible d'être indemnisée au titre de la garantie "Responsabilité Civile" :

- la victime, c'est-à-dire la personne physique ou morale qui a subi directement le dommage corporel, matériel, ou immatériel,
- les ayants droit, c'est-à-dire les personnes qui, en cas de décès de la victime, ont droit à obtenir réparation du préjudice subi du fait de décès: par exemple, le conjoint, les enfants,

- les "tiers subrogés", c'est-à-dire les personnes ou organismes qui ont droit à obtenir le remboursement des sommes versées à la suite de l'accident soit à la victime, soit à ses ayants droit : par exemple, une caisse de Sécurité Sociale.

VALEUR A DIRE D'EXPERT

Valeur de remplacement estimée à dire d'expert au jour du sinistre.

VALEUR CONTRACTUELLE

La valeur définie par la règle de valorisation du véhicule prévue à l'article 24.2.2.

VALEUR DECLAREE

La valeur assurée pour un véhicule suivant déclaration faite par l'assuré au jour de la souscription et mentionnée aux Conditions Particulières.

VÉHICULE ASSURÉ

Est considéré comme véhicule assuré :

1. Le véhicule désigné aux Conditions Particulières.
2. L'ancien véhicule conservé temporairement en vue de la vente, uniquement s'il est mis en circulation pour des essais en vue de la vente et pour une durée maximale de 30 jours à compter du jour où l'assurance a été reportée sur le nouveau véhicule.

VÉTUSTÉ

Dépréciation de la valeur causée par le temps et l'usage, déterminée contractuellement ou par expertise.

VOUS

Le souscripteur du contrat désigné aux Conditions Particulières.

Article 2 **Objet du contrat**

Le contrat a pour objet de vous accorder les garanties et les options exclusivement mentionnées aux Conditions Particulières. Ces garanties s'exercent dans les conditions qui y sont prévues et dans les limites et

montants figurant au Tableau récapitulatif des garanties et/ou aux Conditions Particulières.

Article 3 **Etendue géographique de la garantie**

VOUS BÉNÉFICIEZ DES GARANTIES

Sauf cas particuliers indiqués ci-après, vous bénéficiez des garanties :

- en France Métropolitaine, dans les Départements et les Territoires d'Outre-Mer, les Collectivités Territoriales de Saint-Pierre-et- Miquelon, Mayotte, et dans la Principauté de Monaco ;
- dans les pays qui figurent sur la carte internationale d'assurance (carte verte) en vigueur si les lettres indicatives de nationalité ne sont pas rayées sur le recto de cette carte ;
- dans les Etats et Principautés suivants : Liechtenstein, Saint-Marin, Vatican, Andorre.

Cas particuliers :

- La garantie "catastrophes naturelles" s'applique en France métropolitaine, dans les Départements d'Outre-Mer, le territoire des îles Wallis et Futuna et les Collectivités Territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon,
- La garantie "catastrophes technologiques" s'applique en France métropolitaine et Départements d'Outre-Mer,
- La garantie "attentats et actes de terrorisme" s'applique sur le territoire national,
- Pour la garantie "protection juridique motard", reportez-vous au Chapitre IV,
- Pour la garantie "assistance", reportez-vous au Chapitre V.

Titre 2

Les garanties et les services

Chapitre I

Assurance de responsabilité civile (Article L. 211-1 du Code des Assurances)

Article 4 Assuré

Ont la qualité d'Assuré au titre de l'assurance de responsabilité civile :

- le souscripteur du contrat ;
- le propriétaire du véhicule assuré ;
- toute personne ayant la garde ou la conduite même non autorisée du véhicule assuré.

Lorsque la garde ou la conduite du véhicule a été obtenue contre le gré du propriétaire, nous sommes subrogés dans les droits que possède le bénéficiaire

de l'indemnité contre la personne responsable du sinistre et pouvons exercer contre elle une action en remboursement des sommes payées à ce titre ;

- le passager du véhicule assuré.

N'ont jamais la qualité d'assuré, les professionnels de la réparation, de la vente et du contrôle de l'automobile, leurs préposés et leurs passagers, lorsque le véhicule assuré leur est confié en raison de leurs fonctions.

Article 5 Objet de la garantie de la responsabilité civile

NOUS GARANTISSONS

- Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de l'assuré en raison de dommages corporels ou matériels subis par autrui, y compris par des passagers du véhicule assuré, dans la réalisation desquels le véhicule est impliqué et résultant :
 - d'accident, incendie ou explosion causé par le véhicule assuré ;

- d'accident, incendie ou explosion causé par les accessoires ou produits servant à l'utilisation du véhicule ainsi que les objets et substances qu'il transporte ;
- de la chute de ces accessoires, objets, substances ou produits.

Article 6 Extensions de garantie

NOUS GARANTISSONS ÉGALEMENT

• **Le vice ou défaut d'entretien du véhicule assuré**
C'est-à-dire la responsabilité civile du souscripteur ou du propriétaire du véhicule assuré du fait des dommages corporels et matériels subis par le conducteur autorisé, et imputables à un vice caché ou un défaut d'entretien du véhicule assuré.

• **La responsabilité de l'employeur**

C'est-à-dire la responsabilité civile de l'Etat, des collectivités locales ou des établissements publics administratifs qui en dépendent, ainsi que celle des employeurs personnes privées, en cas d'accidents survenus au cours de l'utilisation du véhicule assuré au cours des déplacements professionnels de l'Assuré. Cette extension est subordonnée à l'existence aux Conditions Particulières d'une clause d'usage du véhicule assuré conforme à la nature du déplacement effectué.

• **La faute inexcusable de l'employeur ou d'un substitué dans la direction de l'entreprise**

C'est-à-dire la responsabilité civile de l'assuré en application des articles L. 452-1 et L. 452-5 du Code de la Sécurité Sociale du fait des dommages corporels et

matériels subis pendant leur service par les préposés ou salariés à la suite d'un accident dans lequel le véhicule assuré est impliqué.

• **La faute intentionnelle d'un préposé ou salarié de l'Assuré**

C'est-à-dire la responsabilité civile de l'assuré en application de l'article L. 452-5 alinéas 1 et 2 du Code de la Sécurité Sociale du fait des dommages corporels et matériels causés à l'un des préposés ou salariés pendant leur service par la faute intentionnelle d'un autre préposé ou salarié conduisant le véhicule assuré.

• **L'accident du travail survenu sur les voies ouvertes à la circulation publique**

C'est-à-dire la réparation complémentaire prévue à l'article L. 455-1-1 du Code de la Sécurité Sociale dont bénéficie la victime (ou ses ayants droit en cas de décès) lorsqu'elle est transportée alors que le véhicule assuré est conduit par son employeur, un préposé de celui-ci ou toute personne appartenant à la même entreprise.

Article 7 Exclusions relatives à l'assurance de Responsabilité Civile

Nous ne garantissons pas, outre les exclusions communes à l'ensemble des garanties :

- *les dommages subis par :*
 - *le conducteur du véhicule assuré ;*
 - *les auteurs, coauteurs ou complices du vol du véhicule assuré ;*
 - *les préposés ou salariés de l'assuré responsable des dommages pendant leur service ;*
- *les dommages subis par les personnes qui ne sont pas transportées dans des conditions*

suffisantes de sécurité (articles R211-10 et A211-3 du Code des Assurances) ;

- *les dommages causés aux marchandises et objets transportés par le véhicule assuré ;*
- *les dommages atteignant les immeubles, choses ou animaux appartenant, loués ou confiés au conducteur du véhicule assuré à n'importe quel titre.*

Article 8 **Insolvabilité du responsable**

NOUS GARANTISSONS

Le risque d'insolvabilité du responsable des dommages matériels que la personne assurée a subis à l'occasion de la collision du véhicule assuré avec un autre véhicule si le responsable est identifié et n'est pas transporté par le véhicule assuré.

Cette garantie s'exerce dans la limite du montant de l'abattement prévu par l'article R. 421-19 du Code des Assurances pour la prise en charge par le Fonds de

garantie des assurances obligatoires de dommages. La preuve de l'insolvabilité du responsable des dommages matériels incombe à l'assuré et résulte d'une sommation de payer, suivie de refus ou demeurée sans effet pendant 2 mois.

Outre les exclusions communes à l'ensemble des garanties, nous ne garantissons pas les espèces, valeurs mobilières et objets précieux.

Chapitre II **Défense pénale et recours suite à accident**

Article 9 **La défense pénale et recours suite à accident**

PERSONNES ASSURÉES

- le souscripteur,
- le propriétaire du véhicule assuré,
- le conducteur autorisé,
- toute personne transportée dans le véhicule assuré,
- et les ayants droit des personnes ci-dessus.

N'ont jamais la qualité d'assuré, les professionnels de la réparation, de la vente et du contrôle de l'automobile, leurs préposés et leurs passagers, lorsque le véhicule assuré leur est confié en raison de leurs fonctions.

OBJET DE LA GARANTIE

Assurance défense :

Nous nous engageons à prendre en charge la défense de l'assuré :

- devant les commissions de retrait du permis de conduire à la suite d'une infraction liée à la conduite du véhicule assuré ;
- devant les tribunaux répressifs, lorsqu'il est poursuivi soit pour infraction au Code de la Route, soit à la suite d'un accident où il est impliqué en qualité de conducteur, propriétaire ou gardien du véhicule assuré.

Assurance recours :

Nous nous engageons à réclamer à nos frais, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, auprès du responsable identifié, la réparation pécuniaire des dommages corporels causés à l'assuré et des dommages matériels directs subis par le véhicule assuré et les objets qui y sont transportés, lorsque ces dommages résultent d'un accident dans lequel se trouve impliqué le véhicule assuré.

MISE EN ŒUVRE DE LA GARANTIE

La mise en œuvre de la garantie est confiée à un service autonome et spécialisé dont les coordonnées sont les suivantes :

Allianz - Service DPR - CS 70001 - 59883 LILLE Cedex 9
Tél : 03 20 66 77 88
et dénommé ci-après le Service DPR.

L'assuré déclare directement au Service DPR, au plus tôt et dans les délais et modalités de l'article 23, tout sinistre susceptible d'entraîner la mise en jeu de la garantie.

Le service DPR s'engage alors vis à vis de l'assuré :

- à lui fournir tout renseignement sur l'étendue de ses droits et à les faire valoir,
- à mettre en œuvre dans les meilleurs délais, les moyens amiables ou judiciaires lui permettant d'obtenir la solution la plus satisfaisante à son litige.

Si l'assuré a engagé des frais antérieurement à la déclaration de sinistre, nous les prenons en charge dans les limites du montant de la garantie lorsqu'il peut justifier d'une urgence à les avoir engagés.

Le libre choix de l'avocat :

Lorsqu'il devient nécessaire de confier la défense des intérêts de l'assuré à un avocat ou toute autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur, pour transiger le litige, l'assuré peut :

- soit s'en remettre au Service DPR pour sa désignation,
- soit le choisir lui-même.

Il a la maîtrise de la procédure avec son défenseur, mais s'oblige à avertir le Service DPR, par écrit, de son choix.

Le cas du conflit d'intérêts :

L'assuré a également la liberté de faire appel à un avocat de son choix ou à toute autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur, à concurrence des montants et limites prévues au contrat, s'il estime qu'un conflit d'intérêts peut survenir entre lui et nous (c'est-à-dire, si nous devons défendre simultanément les intérêts de l'assuré et des intérêts liés à ceux de son adversaire).

Le cas de désaccord sur le règlement d'un litige :

En vertu de l'article L. 127-4 du Code des Assurances, en cas de désaccord entre l'assuré et le Service DPR au sujet des mesures à prendre pour régler un litige, il peut faire appel, à nos frais (sauf demande abusive de sa part), à un conciliateur désigné d'un commun accord entre les parties ou, à défaut, par le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en référé.

Si l'assuré engage à ses frais une procédure contentieuse et obtient une solution plus favorable que celle proposée par le Service DPR ou par le conciliateur, nous prenons en charge, dans les limites du montant de la garantie, les frais exposés pour l'exercice de cette action.

MONTANT DE LA GARANTIE "FRAIS ET HONORAIRES D'AVOCAT"

a) Lorsque l'assuré s'en est remis au Service DPR pour la désignation d'un avocat (ou de tout autre personne qualifiée), nous prenons directement en charge les frais et honoraires correspondants sans tenir compte des limitations prévues au paragraphe b) ci-après.

b) Par contre, s'il a décidé de le choisir lui-même, il lui appartient de faire l'avance de ces frais. Nous les lui remboursons sur justificatifs, dans les plus brefs délais, dans les limites des montants TTC indiqués ci-après pour chaque intervention, plaidoirie, pourvoi ou recours :

• Transactions.....	500 €
• Référé.....	500 €
• Tribunal de police :	
- sans constitution de partie civile	
(sauf 5 ^{ème} classe).....	500 €
- avec constitution de partie civile	
et 5 ^{ème} classe.....	700 €
• Tribunal correctionnel :	
- sans constitution de partie civile.....	700 €
- avec constitution de partie civile.....	800 €
• Tribunal d'Instance.....	700 €
• Tribunal de Grande Instance.....	1 000 €
• Tribunal de Commerce.....	1 000 €
• Assistance à une mesure d'instruction	
ou d'expertise.....	400 €
• Commission de suspension de permis de	
conduire.....	400 €
• Autre commission.....	400 €
• Tribunal administratif, par dossier.....	1 000 €
• Cour d'Appel, par dossier.....	1 000 €
• Cour de Cassation :	
- par pourvoi en défense.....	1 500 €
- par pourvoi en demande.....	1 800 €
• Conseil d'Etat, par recours.....	2 000 €

Si l'assuré change d'avocat, nous ne lui remboursons qu'à concurrence des montants ci-dessus, pour l'ensemble des frais et honoraires qu'il aura eu à régler.

En présence d'une délégation d'honoraires consentie par l'assuré à l'avocat et permettant à celui-ci de s'adresser directement à nous pour le paiement de ses frais et honoraires, nous nous engageons à régler directement l'avocat dans les limites du montant de la garantie. Cette délégation d'honoraires s'entendra hors taxes si l'assuré récupère la TVA et TTC dans le cas contraire.

Toute somme obtenue en remboursement des frais et honoraires exposés pour la solution d'un litige bénéficie prioritairement à l'assuré à due concurrence des dépenses dûment justifiées qui resteraient à sa charge.

c) notre engagement maximum, au titre de la présente garantie, ne peut en aucun cas excéder 3.000 € par sinistre, quel que soit le nombre de bénéficiaires.

Outre les exclusions communes à l'ensemble des garanties, nous ne garantissons pas :

- les amendes,
- les enquêtes pour identifier ou retrouver l'adversaire,
- les honoraires au prorata des résultats obtenus,
- les sinistres ou poursuites judiciaires survenus :
 - en cas de conduite sous l'empire d'un état alcoolique tel que défini aux articles L 234.1 et R 234.1 du Code de la Route ou en cas de refus de se soumettre à un dépistage d'alcoolémie,
 - en cas de conduite sous l'empire d'un stupéfiant ou d'une drogue, non prescrit par une autorité médicale compétente, sauf s'il est établi que le sinistre ou la poursuite judiciaire est sans relation avec l'un de ces états,
- les conséquences des initiatives que l'assuré pourrait prendre sans notre accord préalable, sous réserve des dispositions prévues ci-dessus en cas de solution plus favorable obtenue à ses frais,
- les litiges pour des réclamations dont le montant est inférieur à 230 €.

Chapitre III Assurance des dommages au véhicule assuré

Article 10 Champ d'application des garanties dommages

Les garanties "Dommages au véhicule assuré" s'appliquent dans les limites (montants et franchises) indiquées au Tableau récapitulatif des garanties, et /ou aux Conditions Particulières :

• Au véhicule terrestre à moteur désigné aux Conditions Particulières y compris les éléments et pièces de rechange standard du véhicule et les systèmes de protection contre le vol ;

• Aux accessoires prévus au catalogue du constructeur, qu'ils soient livrés ou non avec le véhicule et au casque du conducteur pour les véhicules d'une cylindrée supérieure à 50 cm³.

Article 11 Bénéficiaire de la garantie

En cas de dommages au véhicule assuré, le bénéficiaire de l'indemnité est le propriétaire du véhicule.

Article 12 Incendie, explosion

NOUS GARANTISSONS

- Les dommages subis par le véhicule assuré résultant :
 - d'incendie ou d'explosion même consécutifs à une émeute, un mouvement populaire ou un acte de sabotage ;
 - d'acte de vandalisme sous réserve de dépôt de plainte ;
 - de la chute de la foudre ;
 - de tempête, ouragan ou cyclone, dès lors que ces événements ne sont pas qualifiés de catastrophes naturelles selon les dispositions de l'article L 122.7 du Code des Assurances.

Nous garantissons également :

- Les dommages subis par les accessoires et le casque dans les conditions prévues à l'article 10, dès lors qu'ils sont endommagés en même temps que le véhicule assuré dans le cadre d'un événement garanti.
- Les dommages causés par l'effet du courant électrique.
- Les frais de dépannage, de remorquage ou de gardiennage s'ils sont la conséquence directe des dommages garantis, sur justification des frais exposés, dans la limite indiquée au Tableau récapitulatif des garanties.

Outre les exclusions communes à l'ensemble des garanties, nous ne garantissons pas :

- *les dommages directement liés à l'état de vétusté, à l'usure, au vice propre ou au défaut d'entretien du véhicule assuré ;*
- *les dommages occasionnés aux lampes, fusibles, résistances chauffantes, tubes électriques, composants et cartes électroniques ;*
- *les dommages aux autoradios et tout autre appareil électroacoustique ou audiovisuel résultant de leur seul fonctionnement ;*
- *les dommages occasionnés au véhicule assuré en cas de mise en fourrière, depuis son enlèvement jusqu'à sa restitution, sauf si la mise en fourrière est consécutive à un dommage d'accident ou à un vol ;*
- *les dommages couverts au titre des garanties "vol", "dommages tous accidents" ;*
- *les dommages indirects, tels que privation de jouissance, manque à gagner, dépréciation du véhicule assuré.*

Article 13 Catastrophes naturelles

NOUS GARANTISSONS

Les dommages matériels directs non assurables subis par le véhicule assuré ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel lorsque celui-ci est reconnu comme catastrophe naturelle par arrêté interministériel publié au Journal Officiel.

Cette garantie vous est automatiquement accordée si vous avez souscrit au moins l'une des garanties incendie-explosion, vol, dommages tous accidents. Elle s'exerce dans les mêmes conditions et limites que celles prévues par ces garanties.

Nonobstant toute disposition contraire, vous conservez à votre charge une franchise dont le montant est fixé par arrêté interministériel.

Vous vous interdisez de contracter une assurance pour la portion du risque constituée par cette franchise.

Le montant en vigueur au moment de la souscription de ce contrat est indiqué aux Conditions Particulières. Si le véhicule assuré est à usage professionnel, c'est le montant de la franchise prévue pour les garanties incendie-explosion, vol, dommages tous accidents qui s'applique s'il est supérieur.

Si un arrêté interministériel venait à revoir ces dispositions, ces dernières seraient réputées modifiées d'office dès l'entrée en vigueur de cet arrêté.

Article 14 Catastrophes technologiques

NOUS GARANTISSONS

Conformément à l'article L 128-2 du Code des Assurances :

- Les dommages matériels subis par le véhicule assuré causés par un accident déclaré catastrophe technologique par un arrêté interministériel publié au Journal Officiel ;
- S'ils résultent d'un événement garanti et en cas de nécessité à dire d'expert, les frais justifiés de dépannage, de remorquage pour conduire le véhicule assuré jusqu'au garage le plus proche du lieu du sinistre et de gardiennage.

Cette garantie vous est automatiquement accordée si vous avez souscrit au moins l'une des garanties

incendie-explosion, vol, dommages tous accidents. Elle s'exerce dans les conditions prévues par la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003.

Outre les exclusions communes à l'ensemble des garanties, nous ne garantissons pas les dommages subis par le véhicule assuré lorsque le souscripteur du contrat n'est pas une personne physique.

NATURE DES INDEMNITÉS

Nous indemnisons la réparation intégrale des dommages subis par le véhicule assuré, de manière à vous replacer dans la situation qui était la vôtre avant la catastrophe.

Article 15 Bris de glaces

NOUS GARANTISSONS

Le bris de glaces, en verre ou verre organique (matière plastique transparente qui se substitue au verre), quelle qu'en soit la cause. Nous prenons en charge la réparation ou, si nécessaire, le remplacement des parties vitrées suivantes du véhicule assuré :

- pare-brise ;
- optiques de phare (feux de croisement, feux de route, feux antibrouillard avant ou feux à longue portée).

Outre les exclusions communes à l'ensemble des garanties, nous ne garantissons pas :

- **tout autre élément en verre ou assimilé y compris les glaces de rétroviseurs, les clignotants et l'ensemble des feux arrière ;**
- **les dommages occasionnés en cas de mise en fourrière du véhicule assuré depuis son enlèvement jusqu'à sa restitution sauf si la mise en fourrière est consécutive à un dommage d'accident ou à un vol ;**

- *les bris de glaces consécutifs à un vol ou à une tentative de vol, indemnisés au titre de la garantie vol ;*
- *les dommages indirects, tels que privation de jouissance, manque à gagner.*

MONTANT DE L'INDEMNITÉ ET DE LA FRANCHISE

Nous remboursons les frais réels de réparation ou de remplacement des glaces, sur présentation de la facture acquittée, déduction faite du montant de la franchise qui peut être précisé aux Conditions Particulières et révisable suivant les modalités prévues au contrat.

Article 16 Vol

NOUS GARANTISSONS

- Le vol du véhicule assuré, c'est-à-dire la prise de possession avec violence, à l'insu ou contre le gré du propriétaire du véhicule ou de toute personne qui en a la garde autorisée ou la soustraction frauduleuse au sens pénal du terme (article 311-1 du Code Pénal).
- Les dommages subis par le véhicule assuré résultant d'une tentative de vol, c'est-à-dire le commencement d'exécution d'un vol matérialisé par des traces d'effraction.

Il vous appartient d'apporter la preuve par tous moyens qu'il y a eu vol ou tentative de vol.

Le vol et la tentative de vol sont constitués par la réunion d'indices sérieux rendant vraisemblable l'intention des voleurs. Ces indices sont constitués par des traces matérielles d'effraction relevées sur le véhicule au niveau de la mise en route de celui-ci : par exemple, le forçage de la direction, du contact électrique et/ou de tout système antivol installé sur le véhicule. Le simple déplacement du véhicule ne suffit pas à prouver le vol ou la tentative de vol.

Nous garantissons également :

- Le vol ou la tentative de vol des accessoires et du casque dans les conditions prévues à l'article 10 et dans les circonstances suivantes :
 - lorsqu'ils sont volés en même temps que le véhicule assuré,
 - lorsqu'ils sont endommagés dans le cadre d'une tentative de vol telle que définie précédemment (traces matérielles d'effractions constatées par l'expert),
 - lorsqu'ils sont volés indépendamment du véhicule assuré, dans des locaux fermés à clés, tels que garages, box ou remises, et sous réserve qu'il y ait eu effraction, escalade, usage de fausses clés ou de fausses cartes magnétiques, tentative de meurtre ou violences corporelles pour pénétrer lesdits locaux.
- Les frais engagés nécessaires à la récupération du véhicule volé dans la limite indiquée au Tableau récapitulatif des garanties, ou après accord préalable.

Outre les exclusions communes à l'ensemble des garanties, nous ne garantissons pas :

- *les vols commis pendant leur service par les préposés du souscripteur, du propriétaire ainsi que par les membres de leur famille, ou avec leur complicité, s'ils habitent sous le même toit ;*
- *les événements constitutifs d'une escroquerie telle que définie à l'article L. 313-1 du Code Pénal y compris l'utilisation de tout moyen de paiement frauduleux ou chèque sans provision en règlement de la vente du véhicule assuré ;*
- *le vol du véhicule pendant sa mise en fourrière ;*
- *le vol isolé des roues et des pneumatiques ou des phares additionnels ;*
- *les dommages couverts au titre des garanties "incendie-explosion", "dommages tous accidents" ;*
- *les dommages indirects, tels que privation de jouissance, manque à gagner, dépréciation du véhicule assuré.*

MESURES DE PREVENTION

Vous ne devez, en aucun cas, laisser les clés du véhicule sur celui-ci.

En cas de dépossession du véhicule en cours d'un essai en vue de la vente ou si les clés du véhicule ont été laissées sur celui-ci, l'indemnité sera réduite de 50 % du montant du dommage déduction faite du montant de la franchise.

La réduction de 50 % de la valeur du dommage n'est toutefois pas opposable :

- au conducteur victime d'une collision ou d'un dommage dûment constaté dont la réalisation est destinée à permettre à son auteur ou à un complice de prendre possession du véhicule ;
- lorsque le véhicule se trouve, lors du vol, remisé dans un lieu privatif fermé à clé, à votre usage exclusif ou à celui de votre famille ;
- lorsque des violences sont exercées à l'encontre du conducteur.

Article 17 Dommages tous accidents

NOUS GARANTISSONS

- Les dommages subis par le véhicule assuré résultant :
 - de collision avec un autre véhicule ;
 - de choc avec un corps fixe ou mobile, distinct du véhicule assuré ;
 - de versement du véhicule sans collision préalable ;
 - de la perte totale du véhicule assuré transporté par voie terrestre ou fluviale, par voie maritime ou aérienne entre pays où la garantie s'exerce ;
 - d'actes de vandalisme, sous réserve d'un dépôt de plainte, y compris lorsque ces événements résultent d'actes de sabotage, d'émeutes ou de mouvements populaires ;
 - de forces de la nature, c'est à dire : chute de grêle, chute de neige provenant des toits, avalanche, inondations, glissement ou éboulement de terrain, lorsque ces événements ne sont pas qualifiés de catastrophes naturelles ;

Nous garantissons également :

- Les dommages subis par les accessoires et le casque dans les conditions prévues à l'article 10, dès lors qu'ils sont endommagés en même temps que le véhicule assuré dans le cadre d'un événement garanti.
- Les dommages subis par les pneumatiques, vétusté déduite, à condition que le véhicule ait également été endommagé.
- Les frais de dépannage, de remorquage ou de gardiennage s'ils sont la conséquence directe des dommages garantis, sur justification des frais exposés, dans la limite fixée au Tableau récapitulatif des garanties.

Outre les exclusions communes à l'ensemble des garanties, nous ne garantissons pas :

- **les dommages partiels subis par le véhicule assuré transporté par voie aérienne, fluviale, maritime ou terrestre ;**
- **les dommages occasionnés au véhicule :**
 - **si le conducteur se trouvait lors du sinistre en état d'ivresse ou sous l'empire d'un état alcoolique (le seuil étant fixé par l'article R. 234-1 du Code de la Route) ou encore sous l'emprise de stupéfiants non prescrits médicalement, sauf s'il est établi que le sinistre est sans relation avec ces états,**
 - **s'il est établi que le conducteur refuse de se soumettre aux vérifications obligatoires du taux d'alcoolémie après l'accident.**

Ces deux exclusions ne sont pas opposables au souscripteur lorsque le conducteur est un de ses préposés dans l'exercice de ses fonctions ;

- **les dommages couverts au titre des garanties "incendie-explosion", "catastrophes naturelles", "catastrophes technologiques" ou "vol" ;**
- **les dommages indirects, tels que privation de jouissance, manque à gagner, dépréciation du véhicule assuré.**
- **les dommages directement liés à l'état de vétusté, à l'usure, au vice propre ou au défaut d'entretien du véhicule assuré ;**
- **les dommages occasionnés au véhicule assuré en cas de mise en fourrière, depuis son enlèvement jusqu'à sa restitution.**

Article 18 Attentats et actes de terrorisme

NOUS GARANTISSONS

La réparation des dommages matériels directs subis par le véhicule assuré, et causés par un attentat ou un acte de terrorisme, tels que définis aux articles L 421-1 et L 421-2 du Code Pénal.

Cette garantie vous est automatiquement accordée si vous avez souscrit au moins l'une des garanties

incendie-explosion, vol, dommages tous accidents. Elle s'exerce à concurrence de la valeur du véhicule au jour du sinistre et dans les limites et conditions fixées au contrat pour l'application de la garantie au titre de laquelle elle intervient.

Chapitre IV La protection juridique motard

Article 19 Garantie protection juridique motard

DEFINITIONS GENERALES

CODE : désigne le Code des Assurances

NOUS : désigne l'assureur :
SOLUCIA Protection juridique - Entreprise régie par le
Code des Assurances - Contrat collectif 10 002 800
SA au capital de 7 600 000 € - 481 997 708 RCS
LYON
Siège social :
83-85 boulevard Vivier Merle - 69003 LYON

VOUS : désigne toutes les personnes qui répondent à
la définition de l'assuré

PROTECTION JURIDIQUE MOTARD

1 - DEFINITIONS

ASSURE : désigne le souscripteur, le propriétaire du
véhicule assuré, son conjoint non séparé de corps,
son concubin notoire ou son partenaire signataire d'un
pacte civil de solidarité, le conducteur désigné sur le
contrat moto AMT ASSURANCES auquel se rattache
cette garantie "Protection juridique motard", ainsi que
toute autre personne ayant la garde ou la conduite du
véhicule avec l'autorisation du propriétaire

LITIGE OU DIFFEREND : désigne toute réclamation
ou désaccord qui vous oppose à un tiers ou toute
poursuite engagée à votre encontre

SINISTRE : désigne le litige ou le différend

TIERS : désigne toute personne autre que vous et
nous

VEHICULE ASSURE : le véhicule terrestre à moteur
deux roues désigné et assuré par le contrat moto
AMT ASSURANCES auquel se rattache cette garantie
"Protection juridique motard".

2 - EXPOSE DES GARANTIES

2-1 - Prestations en l'absence de litige :

Informations juridiques par téléphone
sur simple appel téléphonique au
0825 005 084 (0,15 € TTC/min.), de 9 heures à 20
heures, du lundi au samedi, une équipe spécialement
dédiée met toute sa compétence à votre service pour
répondre, par téléphone, aux questions pratiques
d'ordre juridique, liées au domaine de la motocyclette.

Infos conseils H24 ©

Un incident impliquant votre véhicule se produit
(accident, contrôle routier, enlèvement du véhicule en
cours,...). Vous ne connaissez pas vos droits, vos
obligations ou les procédures à suivre. Pourtant il faut

agir vite. Vous bénéficiez sur simple appel téléphonique
d'une information immédiate vous indiquant la démarche
à suivre.

Quels que soient le jour ou l'heure, nos experts et
juristes sont joignables sur simple appel téléphonique
au : **0825 005 084**

2-2 - Prestations en présence d'un litige :

En cas de litige garanti, nous vous apportons :

Une assistance juridique : nous vous informons
sur vos droits et sur les mesures nécessaires à la
sauvegarde de vos intérêts, nous vous conseillons sur
la conduite à tenir et effectuons, le cas échéant et avec
votre accord, les démarches amiables nécessaires.

Une assistance judiciaire : s'il s'avère nécessaire de
porter l'affaire en justice, nous vous faisons représenter
devant les tribunaux et prenons en charge les frais
de procès vous incombant et les frais et honoraires
des mandataires (avocat, huissier, expert, avoué)
intervenues pour faire valoir vos droits. Vous avez la
direction du procès, conseillé par votre avocat. Durant
la procédure, nous restons à votre disposition et à celle
de votre avocat pour vous apporter l'assistance dont
vous auriez besoin.

2-2-1 - Ce que nous garantissons, sous réserve des conditions d'application prévues ci-après :

Vous êtes garanti pour les litiges survenant dans le
cadre de votre privée vous opposant à un tiers :

- en votre qualité de propriétaire, gardien ou utilisateur
de la motocyclette désignée,
- liés à l'achat, la réparation, l'entretien, la vente de la
motocyclette désignée,
- liés à la location d'une motocyclette.

De plus, nous exerçons pour le souscripteur et les
personnes fiscalement à sa charge toute demande
en réparation s'ils subissent, du fait d'un motocyclette
identifiée, un préjudice matériel ou corporel en tant que
piéton, cycliste, ou passager d'une motocyclette.

2-2-2 - CE QUE NOUS NE GARANTISSONS PAS :

**Outre les exclusions communes à l'ensemble
des garanties, nous ne garantissons pas :**

- les litiges mettant en cause votre garantie
responsabilité civile ou votre garantie
"défense pénale et recours suite à accident",
- résultant de l'inexécution par vous d'une
obligation légale ou contractuelle,
- résultant de faits dolosifs ou intentionnels
de votre part, caractérisés par la volonté de
provoquer un dommage avec la conscience

des conséquences de votre acte, hormis le cas de légitime défense,

- *de nature fiscale ou douanière,*
- *ayant pour origine l'état d'ivresse susceptible d'être sanctionné pénalement, ou le refus de se soumettre aux vérifications destinées à établir la preuve de l'état alcoolique, ou l'empire d'un stupéfiant ou d'une drogue, non prescrit par une autorité médicale compétente,*
- *ayant pour origine le refus de se soumettre au contrôle des forces l'ordre,*
- *résultant de votre participation à des épreuves sportives professionnelles et/ou soumises à autorisation administrative préalable.*

3 - LES MODALITES D'APPLICATION DE VOS GARANTIES

Le sinistre doit nous être déclaré par écrit, dès que vous en avez connaissance.

Vous devez nous transmettre, en même temps que la déclaration du sinistre, tous les documents et renseignements s'y rapportant.

Afin de faire valoir aux mieux vos droits, vous devez nous adresser, dès réception, tous avis, lettres, convocations, actes d'huissier, assignations et pièces de procédure qui vous seraient adressés, remis ou signifiés.

Vous devez vous abstenir de confier la défense de vos intérêts à un avocat ou à une personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur, d'engager une procédure judiciaire ou une nouvelle étape de celle-ci, sans concertation préalable avec nous.

SI VOUS CONTREVEENEZ A CETTE OBLIGATION, LES FRAIS EN DECOULANT RESTERONT A VOTRE CHARGE.

Cependant, si le sinistre nécessite des mesures conservatoires urgentes, vous pourrez les prendre, à charge pour vous de nous en avertir dans les 48 heures.

Vous ne devez accepter de la partie adverse aucune indemnité qui vous serait offerte directement sans nous en avoir préalablement référé. A défaut, et si nous avons engagé des frais, ceux-ci seraient mis à votre charge dans la mesure où nous serions dans l'impossibilité de les récupérer.

4 - L'ETENDUE DE VOS GARANTIES

4-1 - L'étendue géographique de vos garanties

Nos garanties vous sont acquises lorsque le litige relève de la compétence d'un tribunal de l'un des pays suivants : pays membres de l'Union Européenne, Andorre, Lichtenstein, Monaco, Saint Martin, Suisse et Vatican.

4-2 - L'étendue dans le temps de vos garanties

Nous prenons en charge les litiges :

- dont le fait générateur (faits, événements, situation source du litige) est postérieur à la date de prise d'effet de votre contrat. Nous prenons néanmoins en charge les litiges dont le fait générateur est antérieur à la date de prise d'effet de votre contrat si vous nous apportez la preuve que vous ne pouviez avoir connaissance de ce fait avant cette date,
- que vous nous déclarez entre la date de prise d'effet de votre contrat et celle de sa résiliation.

5 - LES MODALITES DE PRISE EN CHARGE

5-1 - Ce que nous prenons en charge, sous réserve de notre accord préalable :

- les honoraires d'expertise,
- les frais et/ou honoraires des auxiliaires de justice pour faire valoir vos droits, (sous réserve de ce qui est prévu ci-après pour les avocats),
- les dépens sauf si vous succomez à l'action et que vous devez les rembourser à votre adversaire.

Si l'assistance d'un avocat (ou toute personne qualifiée par la législation en vigueur) est nécessaire, vous avez la liberté de son choix. Si vous le souhaitez, nous pouvons vous mettre en relation avec un avocat que nous connaissons.

Nous prendrons en charge les frais et honoraires de votre avocat selon les montants TTC indiqués ci-après et ce pour chaque assistance à mesure d'instruction ou expertise, protocole de transaction, ordonnance, jugement ou arrêt.

Ces montants comprennent les frais habituels inhérents à la gestion d'un dossier (frais de copie, de téléphone, de déplacement, etc, ...), la préparation du dossier et la plaidoirie éventuelle et constituent la limite de notre prise en charge même si vous changez d'avocat.

Si votre statut vous permet de récupérer la TVA, celle-ci sera déduite des dits montants. Il vous reviendra de procéder au règlement toutes taxes comprises des frais et honoraires réclamés et nous vous rembourserons les montants hors taxes sur présentation d'une facture acquittée.

• Protocole de transaction, arbitrage.....	500 €
• Assistance à une mesure d'instruction ou d'expertise.....	350 €
• Commissions.....	350 €
• Référé.....	500 €
• Tribunal de Police :	
- sans constitution de partie civile.....	350 €
- avec constitution de partie civile et 5 ^{ème} classe.....	500 €
• Tribunal Correctionnel :	
- sans constitution de partie civile.....	700 €
- avec constitution de partie civile.....	800 €
• Tribunal d'Instance.....	700 €
• Tribunal de Grande Instance, de Commerce,	
Tribunal Administratif.....	1 000 €
• Cour d'Appel.....	1 000 €
• Cour d'Assises.....	1 500 €
• Cour de Cassation, Conseil d'Etat, Cour de Justice, des Communautés Européennes.....	1 700 €

Notre garantie est plafonnée à 16 000 € TTC par sinistre.

Nous prenons en charge les frais et honoraires d'expertise judiciaire à concurrence de 1 500 € TTC par litige (ce budget expertise judiciaire est pris en compte dans le calcul du plafond de garanties par litige).

Montant minimal d'intervention : nous garantissons votre litige s'il porte sur une réclamation d'un montant supérieur à 150 €.

5-2 - CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

- *toute somme de toute nature que vous pouvez être condamné à payer : condamnation au principal, amende, dommages et intérêts, dépens, indemnités allouées en vertu de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile et ses équivalents,*
- *tout frais et honoraire engendrés par une initiative prise sans notre accord préalable,*
- *tout honoraire de résultat.*

ATTENTION : *il vous revient de nous communiquer tous renseignements, documents et justificatifs prouvant la réalité de votre préjudice. A défaut, nous ne pourrions instruire votre dossier. Nous ne prendrons pas en charge les éventuels frais exposés par vous et destinés à apporter ces éléments de preuve de votre préjudice, sauf accord préalable de notre part.*

6 - QUE FAIRE EN CAS DE DESACCORD ENTRE VOUS ET NOUS

En vertu de l'article L 127-4 du Code, en cas de désaccord entre vous et nous au sujet des mesures à prendre pour régler le différend, cette difficulté peut être soumise à l'appréciation d'une tierce personne désignée d'un commun accord par les parties ou, à défaut, par le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés.

Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à notre charge.

Toutefois, le Président du Tribunal de Grande Instance, statuant en la forme des référés, peut en décider autrement lorsque l'assuré a mis en œuvre cette faculté dans des conditions abusives.

Si vous engagez à vos frais une procédure contentieuse et obtenez une solution plus favorable que celle qui vous avait été proposée par la tierce personne ou nous-mêmes, nous vous indemniserons des frais exposés pour l'exercice de cette action, dans la limite des montants indiqués au paragraphe : "Ce que nous prenons en charge".

7 - QUE FAIRE EN CAS DE CONFLIT D'INTERETS

Dès que vous nous avez déclaré votre litige, vous avez

la liberté de faire appel à un avocat de votre choix (ou à toute autre personne qualifiée par la législation ou a réglementation en vigueur), si vous estimez qu'un conflit d'intérêts peut survenir entre vous et nous (par exemple si nous sommes amenés à défendre simultanément les intérêts de la personne contre laquelle vous nous avez demandé d'exercer votre recours).

Dans cette éventualité, nous prenons en charge les frais et honoraires de votre avocat dans la limite des montants indiqués au paragraphe "Les modalités de prise en charge".

8 - LA SUBROGATION

En vertu des dispositions de l'article L 121-12 du Code, les indemnités qui pourraient vous être allouées au titre des articles 700 du Nouveau Code de Procédure Civile, 475-1 et 375 du Code de Procédure Pénale, L 761-1 du Code de la Justice Administrative et 75-1 de la loi du 10 juillet 1991 (Nouveau Code de Procédure Civile), ou leurs équivalents devant des juridictions autres que françaises, nous reviennent de plein droit, à concurrence des sommes que nous avons payées après vous avoir désintéressé si des sommes sont restées à votre charge.

GARANTIES COMPLEMENTAIRES : REMBOURSEMENT FRAIS DE STAGE ET NOUVEAU PERMIS

1 - DEFINITIONS

ASSURE : le souscripteur désigné sur le contrat moto AMT ASSURANCES auquel se rattache les garanties "remboursement frais de stage" et "nouveau permis", ainsi que son conjoint non séparé de corps, son concubin notoire ou son partenaire signataire d'un Pacte Civil de Solidarité, titulaires d'un permis de conduire en état de validité.

SINISTRE :

- Concernant la garantie "remboursement frais de stage" : désigne le retrait de points suite à une infraction commise pendant la période de garantie,
- Concernant la garantie "nouveau permis" : désigne la décision préfectorale ordonnant à l'assuré de remettre son permis de conduire en raison de la perte de validité de ce dernier par suite de la perte totale des points (imprimé n°49) intervenue pendant la période de garantie.

2 - EXPOSE DES GARANTIES

2-1 - Concernant la garantie "remboursement frais de stage" :

Si du fait d'une ou plusieurs infractions au Code de la route, commise pendant la période de garantie, vous perdez un ou plusieurs points sur votre permis de conduire, votre contrat vous apporte la prise en charge suivante :

Sous la condition que votre permis de conduire compte un nombre de points supérieur ou égal à la moitié du capital maximum au moment de l'infraction (soit six

points pour un conducteur confirmé, soit trois points pour un conducteur au permis probatoire) et que la ou les nouvelles infractions vous fassent passer en dessous de cette moitié de capital, nous vous remboursons à concurrence d'un montant maximum de 230 €, sur présentation de justificatifs, les frais de stage que vous effectuez à votre seule initiative auprès d'un centre de formation agréé par les pouvoirs publics dont l'objet est la sensibilisation à la sécurité routière et la reconstitution partielle des points de votre permis de conduire.

2-2 - Concernant la garantie "nouveau permis de conduire" :

Nous vous indemnisons à concurrence d'un montant maximum de 500 €, sur présentation de justificatifs, des frais que vous avez engagés pour l'obtention d'un nouveau permis de conduire, lorsqu'à la suite d'une infraction commise postérieurement à la date d'effet de votre adhésion, vous avez perdu la totalité des points de votre permis de conduire.

3 - EXCLUSIONS

3-1 - Concernant la garantie "remboursement des frais de stage" :

Sont toujours exclus les sinistres :

- **résultant de la conduite sans titre ou du refus de restituer le permis de conduire suite à une décision judiciaire,**
- **résultant de la conduite sous l'emprise d'un état alcoolique, de stupéfiants ou d'une drogue, non prescrits médicalement.**

Les frais de stage ne sont jamais pris en charge lorsque le stage vous est imposé (et n'est donc pas effectué à votre seule initiative) par décision d'une autorité judiciaire ou administrative.

3-2 - Concernant la garantie "nouveau permis" :

Sont toujours exclus les sinistres :

- **résultant de la conduite sans titre ou du refus de restituer le permis de conduire suite à une décision judiciaire,**
- **résultant de la conduite sous l'emprise d'un état alcoolique, de stupéfiants ou d'une drogue, non prescrits médicalement.**

4 - OU S'EXERCENT LES GARANTIES ?

Les garanties s'exercent pour tout sinistre survenu en France Métropolitaine.

5 - A QUELLES CONDITIONS LES GARANTIES VOUS SONT-ELLES ACQUISES ?

5-1 - Concernant la garantie "remboursement des frais de stage" :

Vous devez joindre à votre demande d'indemnisation :

- une copie du procès verbal de police signifiant l'infraction ayant entraîné votre dernière perte de points,

- une copie de la lettre du Ministère de l'Intérieur (imprimé n°48) vous informant de la dernière perte de points affectant votre permis,
- la facture acquittée des frais de stage, effectué dans un centre agréé, suite à ce retrait.

5-2 - Concernant la garantie "nouveau permis" :

Toute demande de remboursement des frais d'obtention d'un nouveau permis de conduire doit être faite en une fois et doit impérativement être accompagnée :

- d'une copie de la lettre du Préfet compétent vous faisant injonction de remettre votre permis de conduire (imprimé n°49),
- de la copie de votre nouveau permis obtenu à l'exclusion du certificat provisoire,
- des justificatifs des frais engagés tels que : facture acquittée auprès de la commission médicale départementale, facture acquittée auprès de l'organisme agréé ayant organisé le test psychotechnique, facture acquittée des enseignements théoriques et pratiques en vue de l'obtention du permis de conduire, frais administratifs de délivrance du nouveau permis de conduire.

Article 20 La garantie assistance 0 km

DEFINITIONS (annexe VAL1)

1. Quelles sont les personnes assurées ?

1.1. Le conducteur autorisé du véhicule assuré et toute personne transportée à titre gratuit sont garantis (à l'exception des auto-stoppeurs) s'ils sont victimes d'un accident ou d'un incident de la route lié à l'usage du véhicule assuré.

1.2. Le nombre de personnes pouvant bénéficier des garanties du contrat est limité au nombre de passagers autorisés par la carte grise du véhicule assuré.

1.3. Il est entendu que le domicile des personnes assurées doit se situer en France métropolitaine, Principauté de Monaco et Andorre.

1.4. Le terme "vous" est employé dans le texte pour la personne assurée.

2. Quels sont les véhicules assurés ?

- Le véhicule mentionné aux conditions particulières du contrat d'assurance "moto" souscrit auprès de AMT ASSURANCES.

- Par véhicule, nous entendons exclusivement les deux roues, quads, bugsters et side-cars immatriculés régulièrement, dont la cylindrée est égale ou supérieure à 50 cm³.

- Le véhicule devra être :
 - immatriculé et homologué pour circuler en France métropolitaine, Principauté de Monaco ou Andorre.
 - en conformité avec la législation française.

3. Où s'applique notre garantie ?

Pour les personnes et les véhicules :

3.1. Dans les pays repris au dos de la carte verte du véhicule assuré et dont la mention n'a pas été rayée.

3.2. Sans franchise kilométrique en cas d'accident et de vol.

4. Quand s'applique la garantie ?

Lors de déplacements professionnels ou privés n'excédant pas 90 jours consécutifs et pendant la période de validité du présent contrat.

Les garanties du présent contrat n'ont d'existence et d'effet que si le contrat principal "moto" souscrit auprès de AMT ASSURANCES demeure en vigueur.

ASSISTANCE LIEE A L'USAGE DU VEHICULE ASSURE (annexe VAL2)

Dans ce chapitre, la définition de la France est France métropolitaine, Principauté de Monaco et Andorre.

1. Avant votre départ

Vous avez besoin d'un conseil médical : l'équipe médicale de CORIS ASSISTANCE est à votre disposition pour vous informer des précautions particulières à prendre avant de vous rendre dans le pays visité (vaccination, etc.).

2. Quels sont les services de CORIS ASSISTANCE pour les personnes lorsqu'elles sont victimes d'un accident de la route lié à l'usage du véhicule assuré ?

Dans tous les cas, les décisions relatives à la nature, l'opportunité et l'organisation des mesures à prendre appartiennent exclusivement au service médical de CORIS ASSISTANCE.

CORIS ASSISTANCE ne peut en aucun cas se substituer aux organismes locaux de secours d'urgence, ni prendre en charge les frais ainsi engagés, à l'exception des frais de transport en ambulance ou en taxi jusqu'au lieu le plus proche où pourront être prodigués les soins appropriés, en cas d'affectation bénigne ou de blessure légère ne nécessitant ni un rapatriement, ni un transport médicalisé.

2.1. Vous êtes blessé et votre état de santé nécessite un rapatriement :
CORIS ASSISTANCE l'organise et le paie du lieu où vous vous trouvez immobilisé jusqu'à votre domicile en France ou l'établissement hospitalier adapté à votre état de santé.

2.2. Vous êtes hospitalisé plus de 7 jours :
Si aucune personne majeure ne vous accompagne, CORIS ASSISTANCE prend en charge un billet aller-retour pour permettre à un membre de votre famille, resté en France, de se rendre à votre chevet ainsi que ses frais d'hôtel à concurrence de 45,73 € par nuit jusqu'au rapatriement pendant 10 jours maximum.

2.3. Votre état de santé ne vous permet plus de conduire votre véhicule pour rejoindre votre domicile en France :
CORIS ASSISTANCE organise et prend en charge un billet de train 1^{ère} classe ou un billet d'avion classe "touriste" pour permettre à une personne désignée par vous d'aller chercher le véhicule et le ramener à votre domicile en France (les frais de carburant, de péage et de stationnement restant à votre charge).

2.4. En cas de décès d'une personne assurée CORIS ASSISTANCE prend en charge :

- Les frais de transport du corps du lieu du décès au lieu d'inhumation en France,
- Les frais funéraires, nécessaires au transport dans la limite de 762,25 €.

2.5. Vous payez des frais médicaux sur prescription d'un médecin ou des frais d'hospitalisation hors du pays ou vous êtes domicilié, hors de France :

CORIS ASSISTANCE vous rembourse, après intervention de la sécurité sociale et de tout organisme de prévoyance, les frais restant à votre charge dans la limite de 4 573,47 €, déduction faite d'une franchise absolue de 30,49 € par événement.

En cas d'hospitalisation dans un hôpital avec lequel CORIS ASSISTANCE a un accord de paiement, CORIS ASSISTANCE peut faire l'avance des fonds nécessaires dans la limite du plafond de garantie et contre engagement de votre part de rembourser cette avance dans un délai de 3 mois. Votre droit à remboursement cesse au jour où le service médical de CORIS ASSISTANCE estime que votre rapatriement est possible.

2.6. Vous payez des frais de secours :

Ce sont les frais de transport après accident (alors que vous êtes localisé) depuis le point où survient l'événement jusqu'à l'hôpital le plus proche. CORIS ASSISTANCE vous rembourse dans la limite de 762,25 €.

2.7. Votre accompagnement psychologique et celui de votre famille :

CORIS ASSISTANCE met à disposition un service téléphonique d'écoute et d'accompagnement psychologique, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, dans les cas définis ci-après entraînant un important traumatisme psychologique, un accident corporel grave de la circulation impliquant votre véhicule assuré, votre décès ou celui d'un membre de votre famille vous accompagnant. L'entretien téléphonique s'effectue en toute confidentialité selon les règles déontologiques applicables aux psychologues. Les écoutants sont des professionnels qualifiés (psychologues diplômés ou médecins) supervisés par une instance scientifique médicale constituée de psychiatres.

CORIS ASSISTANCE organise et prend en charge deux médiations téléphoniques par sinistre et par personne. La durée moyenne d'un entretien téléphonique est de 30 minutes. Seul l'écoutant jugera de l'opportunité de la prochaine médiation téléphonique.

Le cas échéant, le psychologue ou médecin pourra, si nécessaire, orienter le bénéficiaire vers un mode d'accompagnement psychiatrique plus adapté (psychiatrie en cabinet ou accompagnement psychiatrique dans une structure médicale adaptée, proches du domicile). CORIS ASSISTANCE dispose d'un réseau de correspondants répartis sur l'ensemble du territoire français (psychologues, médecins généralistes et structures de prise en charge du secteur public). Le risque suicidaire et la dépression sont évalués au cours de l'entretien clinique par le recours à des instruments de mesure validés (échelles).

En cas d'urgence, lorsque le pronostic vital est engagé, CORIS ASSISTANCE se met en rapport avec le médecin traitant de l'assuré ou les services d'urgences hospitaliers afin que ces derniers prennent les décisions et dispositions nécessaires. Le coût des consultations en cabinet et en milieu hospitalier reste à la charge de l'assuré.

Les écoutants réalisent une écoute professionnelle non orientée, non compatissante et non interventionniste, en gardant une neutralité bienveillante. L'entretien téléphonique n'est en aucun cas un travail de psychothérapie par téléphone.

3. EXCLUSIONS

3.1. Pour tous les risques

3.1.1. la toxicomanie, l'alcoolisme et leurs conséquences,

3.1.2. les actes intentionnels et leurs conséquences,

3.1.3. les événements de guerre (guerre civile, insurrection, révolution) sauf si vous êtes surpris par la survenance de tels événements à l'étranger,

3.1.4. tout effet d'une source de radioactivité,

3.1.5. la participation à toutes les compétitions motorisées et leurs essais,

3.1.6. tous les frais engagés sans l'accord préalable du service d'assistance de CORIS ASSISTANCE,

3.1.7. les maladies,

3.1.8. les accidents non liés à l'usage du véhicule assuré,

3.1.9. les maladies préexistantes diagnostiquées et/ou traitées, à moins d'une complication ou aggravation nette et imprévisible,

3.1.10. tous les frais résultant d'accidents corporels et/ou matériels résultant de votre participation à un pari ou à une rixe, sauf en cas de légitime défense.

3.2. Pour les frais médicaux, sont exclus en outre :

3.2.1. les frais de prothèse, d'appareillage et d'optique,

3.2.2. les frais engagés dans le pays dont vous êtes domicilié ou dans le pays dont vous êtes citoyen et en France,

3.2.3. les frais de cure thermale, d'héliothérapie et de traitement esthétique,

3.2.4. les frais de vaccination,

3.2.5. les frais de contraception, d'interruption volontaire de grossesse et d'accouchement,

3.2.6. les frais occasionnés par une maladie ou un accident non consolidé au moment du départ,

3.2.7. tous les frais non consécutifs à un accident lié à l'usage du véhicule assuré.

4. Que devez-vous faire quand vous avez besoin de CORIS ASSISTANCE ?

4.1. Pour toute demande d'assistance (24 h sur 24) :

Téléphoner à CORIS ASSISTANCE au :

01 41 61 19 31 - contrat n° 514 000

Si vous êtes à l'étranger : **33 1 41 61 19 31**

Vous devez permettre au médecin de CORIS ASSISTANCE l'accès à toutes les informations médicales concernant la personne qui cause notre intervention.

4.2. Pour toute demande de remboursement :

- Aviser CORIS ASSISTANCE dans les 5 jours ouvrés où vous avez connaissance du sinistre, sauf cas fortuit ou de force majeure. Passé ce délai, si CORIS ASSISTANCE subit un préjudice du fait de la déclaration tardive, vous perdrez tout droit à indemnité,
- Joindre à votre déclaration tous les justificatifs de votre demande.

4.3. Les interventions de CORIS ASSISTANCE se font toujours dans le cadre des lois et règlements nationaux et internationaux, et sont liées à l'obtention des autorisations nécessaires par les autorités compétentes.

4.4. CORIS ASSISTANCE ne peut être tenue pour responsable des retards ou empêchements dans l'exécution des services convenus en cas de grèves, prises d'otages, explosions, émeutes, mouvements populaires, restrictions de la libre circulation, sabotages, terrorisme, guerre civile ou étrangère, conséquences des effets d'une source de radioactivité ou de tout autre cas fortuit ou de force majeure.

4.5. Dans tous les cas :

Les prestations qui n'ont pas été demandées au cours du déplacement ou qui n'ont pas été organisées par CORIS ASSISTANCE ne donnent pas droit à remboursement ni à indemnité compensatoire.

ASSISTANCE AU VEHICULE (annexe VAL 3)

Dans ce chapitre, la définition de la France est France métropolitaine, Principauté de Monaco et Andorre.

1. Votre véhicule est immobilisé à la suite d'une panne ou d'un accident :

En France métropolitaine et à l'étranger :

1.1. CORIS ASSISTANCE organise et prend en charge les frais de dépannage sur place, soit les frais de remorquage du véhicule, de levage, de grutage jusqu'au concessionnaire de la marque ou au garage le plus proche du lieu de la panne ou de l'accident, ou à votre domicile, dans la limite de 152,44 € toutes taxes comprises.

1.2. Les pièces indispensables au bon usage routier de votre véhicule et à la sécurité des passagers sont introuvables sur place :

• CORIS ASSISTANCE fait l'avance du prix de ces pièces dans la limite de 762,25 € et vous les fait parvenir,

• CORIS ASSISTANCE ne peut être tenue pour responsable de l'abandon de fabrication par le constructeur, de la non-disponibilité des pièces ou des délais imputables au transporteur,

• Seuls les frais d'envoi sont pris en charge par CORIS ASSISTANCE, le coût des pièces, des frais de douane et de transit avancé doit lui être remboursé dans les 30 jours suivant l'envoi des pièces.

• Si nécessaire, CORIS ASSISTANCE vous permet d'aller retirer les pièces à l'aéroport douanier le plus proche du lieu d'immobilisation du véhicule, en prenant en charge un billet aller-retour en train 1^{ère} classe ou en taxi dans la limite de 45,73 €.

2. Votre véhicule est immobilisé suite à une crevaison ou une panne d'essence :

Votre véhicule est immobilisé en France métropolitaine ou à l'étranger suite à une crevaison ou une panne d'essence, CORIS ASSISTANCE organise et prend en charge :

- soit les frais de dépannage sur place,
- soit les frais de remorquage du véhicule, de levage, de grutage, du lieu de la panne ou de la crevaison jusqu'à votre domicile ou jusqu'au concessionnaire de la marque le plus proche, dans la limite de 152,44 € toutes taxes comprises.

3. Votre véhicule en panne ou accidenté est immobilisé :

3.1. En France métropolitaine

3.1.1. Sa réparation doit durer plus de 2 heures selon le barème constructeur et ne peut être effectuée dans la journée :

• CORIS ASSISTANCE organise et prend en charge votre hébergement à l'hôtel dans la limite de 45,73 € par nuit, pendant 2 nuits maximum par personne assurée, conducteur et passagers de votre véhicule.

3.1.2. L'immobilisation du véhicule doit dépasser 2 jours et le temps prévu par le constructeur pour effectuer les réparations nécessaires est supérieur à 4 heures :

• CORIS ASSISTANCE met à votre disposition et à celles des passagers de votre véhicule un billet de train 1^{ère} classe ou un billet d'avion classe "touriste" ou encore un véhicule de location (dans la limite du montant des titres de transport et des disponibilités locales) pour vous permettre de regagner votre domicile en France ou de poursuivre votre voyage dans la limite des frais que CORIS ASSISTANCE aurait engagé pour vous ramener à votre domicile en France.

• CORIS ASSISTANCE met à votre disposition et prend en charge un billet aller simple de train 1^{ère} classe ou d'avion classe "touriste" pour aller chercher le véhicule réparé et le ramener à votre domicile en France.

Les décisions relatives au mode de retour, appartiennent exclusivement au service d'assistance de CORIS ASSISTANCE.

3.2. A l'étranger :

3.2.1. Sa réparation doit durer plus de 2 heures selon le barème constructeur et ne peut être effectuée dans la journée :

- CORIS ASSISTANCE organise et prend en charge votre hébergement à l'hôtel dans la limite de 45,73 € par nuit, pendant 2 nuits maximum par personne assurée, conducteur et passagers de votre véhicule.

3.2.2. L'immobilisation du véhicule doit dépasser 5 jours et le temps prévu par le constructeur pour effectuer les réparations nécessaires, est supérieur à 4 heures :

- CORIS ASSISTANCE met à votre disposition et à celle des passagers de votre véhicule un billet de train 1^{ère} classe ou un billet d'avion classe "touriste" pour vous permettre de regagner votre domicile en France ou de poursuivre votre voyage (dans la limite des frais que CORIS ASSISTANCE aurait engagé pour vous ramener à votre domicile en France).

- CORIS ASSISTANCE organise et prend en charge :
 - soit le rapatriement du véhicule non réparé jusqu'à un garage proche de votre domicile en France (dans la limite de la valeur résiduelle du véhicule après la panne ou l'accident),

- soit la mise à disposition et prise en charge d'un billet aller simple de train 1^{ère} classe ou d'avion classe "touriste" pour aller chercher le véhicule réparé et le ramener à votre domicile en France.

Les décisions relatives au mode de retour appartiennent exclusivement au service d'assistance de CORIS ASSISTANCE.

4. Votre véhicule est volé :

Les dispositions concernant le vol, s'appliquent pendant un délai de 6 mois à partir de la date effective du vol du véhicule à condition que vous soyez propriétaire du véhicule au moment de la demande d'assistance. Avant toute demande auprès du service d'assistance de CORIS ASSISTANCE, vous devez avoir fait votre déclaration de vol auprès des autorités compétentes et de votre compagnie d'assurance.

4.1. En France métropolitaine et à l'étranger :

4.1.1. CORIS ASSISTANCE organise et prend en charge votre hébergement à l'hôtel dans la limite de 45,73 € par nuit, pendant 2 nuits maximum par personne assurée, conducteur et passagers de votre véhicule,

4.1.2. Votre véhicule n'est pas retrouvé dans un délai de 48 h suivant la déclaration de vol :

- CORIS ASSISTANCE met à votre disposition et à celle des personnes assurées, passagers de votre véhicule, un billet de train 1^{ère} classe ou un billet d'avion classe "touriste", pour vous permettre de regagner votre domicile ou de poursuivre votre voyage dans la limite des frais que CORIS ASSISTANCE aurait engagé pour vous ramener à votre domicile.

Les décisions relatives au mode de retour appartiennent exclusivement au service d'assistance de CORIS ASSISTANCE.

4.2. En France métropolitaine uniquement :

- CORIS ASSISTANCE peut mettre à votre disposition

une voiture de location (catégorie A maximum) et prend alors en charge les frais de location pour un montant qui ne peut excéder celui de votre retour au domicile en train 1^{ère} classe ou en avion classe "touriste".

5. Votre véhicule volé est retrouvé et vous avez été rapatrié :

5.1. En France métropolitaine et à l'étranger :

- CORIS ASSISTANCE organise et prend en charge le remorquage ou le transport du véhicule retrouvé jusqu'au garage le plus proche du lieu où il a été retrouvé dans la limite de 152,44 €.

- CORIS ASSISTANCE met à votre disposition et prend en charge un billet de train 1^{ère} classe ou d'avion classe "touriste" pour aller chercher le véhicule retrouvé et le ramener à votre domicile en France.

Les décisions relatives au mode de retour appartiennent exclusivement au service d'assistance de CORIS ASSISTANCE.

5.2. A l'étranger uniquement :

L'immobilisation du véhicule doit dépasser 5 jours et le temps prévu par le constructeur pour effectuer les réparations nécessaires est supérieur à 4 heures :

- CORIS ASSISTANCE organise et prend en charge le rapatriement du véhicule jusqu'à un garage proche de votre domicile en France (dans la limite de la valeur résiduelle du véhicule après le vol).

6. A l'étranger, CORIS ASSISTANCE met à votre disposition les prestations complémentaires suivantes :

6.1. Frais de gardiennage : lorsque CORIS ASSISTANCE organise et prend en charge le rapatriement du véhicule, elle prend également en charge les frais de gardiennage à partir du jour de demande d'assistance jusqu'au jour du rapatriement du véhicule, dans la limite de 106,71 €.

6.2. Frais d'abandon :

- Votre véhicule est en panne ou accidenté et le montant du rapatriement ou des réparations est supérieur à la valeur résiduelle du véhicule,

- Votre véhicule volé est retrouvé hors d'état de marche et le montant du rapatriement ou des réparations est supérieur à la valeur résiduelle du véhicule.

CORIS ASSISTANCE prend en charge à votre demande, les frais d'abandon du véhicule limités à 304,90 €.

7. En cas de perte ou de vol de clés ou des papiers de votre véhicule assuré :

En cas de perte ou de vol des clés, ou des papiers du véhicule, CORIS ASSISTANCE prend en charge les frais de réfection consécutifs dans la limite de 350 €.

8. Aide à la rédaction de votre constat amiable :

Sur simple appel téléphonique, nous vous communiquons toute information utile sur les éléments à reprendre sur le constat amiable en cas d'accident de la circulation dans lequel vous êtes impliqué. En aucun

cas, nous ne nous substituons à vous pour remplir votre constat.

9. Assistance en cas de retrait immédiat ou suspension immédiate de votre permis de conduire :

Suite au retrait immédiat ou à la suspension immédiate de votre permis de conduire votre véhicule assuré, CORIS ASSISTANCE prend en charge votre rapatriement et celui de votre véhicule du lieu où l'infraction a été constatée à votre domicile, dans la limite de 200 €, toutes taxes comprises, par intervention.

Bénéficiaire également de la présente garantie les passagers du véhicule transportés à titre gratuit.

10. EXCLUSIONS

10.1. Pour tous les risques :

10.1.1. la toxicomanie, l'alcoolisme et leurs conséquences,

10.1.2. les actes intentionnels et les infractions volontaires aux législations en vigueur,

10.1.3. les événements de guerre (guerre civile, insurrection, révolution), sauf si vous êtes surpris par la survenance de tels événements à l'étranger, dans ce cas, notre garantie cesse 14 jours après le début de ces événements,

10.1.4. tout effet d'une source de radioactivité,

10.1.5. la participation à toutes les compétitions motorisées et leurs essais,

10.1.6. tous les frais engagés sans l'accord du service d'assistance de CORIS ASSISTANCE,

10.1.7. tous les frais résultant d'accidents corporels et/ou matériels résultant de votre participation à un pari ou à une rixe, sauf en cas de légitime défense.

10.2. Pour les véhicules, sont exclus en outre :

10.2.1. les défaillances mécaniques connues au moment du départ ou dues à un défaut d'entretien,

10.2.2. la panne de batterie,

10.2.3. le prix des pièces détachées, les frais de réparation,

10.2.4. les droits de douane, les frais d'autoroute, les frais de carburant et les frais de péage,

10.2.5. les accidents provoqués par un taux d'alcoolémie supérieur à la législation française en vigueur,

10.2.6. les dommages résultant de l'utilisation du véhicule pendant des compétitions,

10.2.7. les frais de taxes, de restauration et de séjour.

11. Que devez-vous faire quand vous avez besoin de CORIS ASSISTANCE ?

Pour toute demande d'assistance (24h/24 et 7j/7) :

Téléphoner à CORIS ASSISTANCE au :

01 41 61 19 31 - contrat n° 514 000

Si vous êtes à l'étranger : 33 1 41 61 19 31

12. Dans tous les cas :

- Les prestations qui n'ont pas été demandées en cours du voyage ou qui n'ont pas été organisées par CORIS ASSISTANCE ne donnent pas droit à remboursement ni à indemnité compensatoire,
- Les frais engagés par CORIS ASSISTANCE pour le rapatriement d'un véhicule ne peuvent dépasser le montant de la valeur vénale du véhicule après le sinistre (valeur résiduelle),
- Lors d'un rapatriement de véhicule, CORIS ASSISTANCE ne pourra être tenue pour responsable que du seul véhicule à l'exclusion de tous objets ou effets personnels laissés sur le véhicule,
- L'assuré accepte de communiquer à CORIS ASSISTANCE sur simple demande et sans délai, tout document nécessaire à l'appréciation du bien fondé de sa demande.

13. Les interventions de CORIS ASSISTANCE se font dans le cadre :

Des lois et règlements nationaux et internationaux et sont liées à l'obtention des autorisations nécessaires par les autorités compétentes.

14. CORIS ASSISTANCE ne peut être tenue pour responsable :

- Des retards ou empêchements dans l'exécution des services convenus en cas de grèves, explosions, émeutes, mouvements populaires, restrictions de la libre circulation, sabotages, terrorisme, guerre civile ou étrangère, conséquences des effets d'une source de radioactivité ou de tout autre cas fortuit ou de force majeure,
- Des détériorations ou vol d'objets personnels, de marchandises, d'accessoires ou de bagages commis sur ou dans le véhicule, quand ce dernier est immobilisé, en cours de remorquage, de transport ou de convoyage.

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES (annexe VAL 4)

Ce contrat est régi par le Code des Assurances, les conditions générales et particulières.

Il a pour objet d'accorder aux personnes et véhicules assurés les garanties définies précédemment.

Comme tout contrat, il comporte pour :

- AMT ASSURANCES, en sa qualité de souscripteur du contrat, la personne assurée,
- CORIS ASSISTANCE en sa qualité d'assureur, des droits mais aussi des obligations.

Les conditions qui suivent vous les précisent en répondant aux questions que vous vous posez.

**CONCERNE A LA FOIS
LE SOUSCRIPTEUR ET L'ASSURE**

1. Quelles sont les personnes assurées ?

Les personnes ainsi désignées aux conditions générales "annexeVAL1".

2. Quel est l'objet du contrat ?

Le contrat donne les garanties définies précédemment pour les seuls risques dont l'assurance est prévue aux conditions particulières.

3. Quelles sont vos obligations dans le cas où vous bénéficiez d'une autre assurance pour le même risque ?

Vous devez la déclarer à CORIS ASSISTANCE conformément à l'article L121-4 du Code des Assurances.

En cas de sinistre, vous pouvez adresser votre réclamation à l'assureur de votre choix.

4. Dans quelles conditions CORIS ASSISTANCE peut-elle se substituer à vous pour exercer un recours contre un tiers ?

En contrepartie du paiement de l'indemnité versée par CORIS ASSISTANCE et à concurrence du montant de celle-ci, CORIS ASSISTANCE devient bénéficiaire des droits et actions que vous possédiez contre tout responsable du sinistre, conformément à l'article L 121-12 du Code des Assurances.

5. Quelles sont les sanctions applicables en cas de fausse déclaration à la souscription ?

Toute réticence ou fausse déclaration, toute omission ou inexactitude dans la déclaration du risque est sanctionnée dans les conditions prévues par les articles L 113-8 et L1 13-9 du Code des Assurances.

- En cas de mauvaise foi de votre part : par la nullité du contrat,
- Si votre mauvaise foi n'est pas établie : par une réduction de l'indemnité en proportion de la prime payée par rapport à la prime qui aurait été due si le risque avait été complètement et exactement déclaré.

6. Quelles sont les sanctions applicables en cas de fausse déclaration intentionnelle de votre part au moment du sinistre ?

Toute fraude, réticence ou fausse déclaration intentionnelle de votre part sur les circonstances ou les conséquences d'un sinistre entraînent la perte de tout droit à prestation ou indemnité pour ce sinistre.

7. Pendant quel délai une action peut-elle être engagée au titre du présent contrat ?

- Toute action dérivant du contrat d'assurance est prescrite par un délai de 2 ans à compter de l'événement qui y donne naissance, dans les conditions fixées aux articles L 114-1 et L 114-2 du Code des Assurances,

- La prescription s'interrompt notamment par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception par CORIS ASSISTANCE à l'assuré, en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à CORIS ASSISTANCE, en ce qui concerne le règlement de l'indemnité ou par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

8. Comment sont estimées les causes et les conséquences du sinistre ?

Les causes et conséquences du sinistre sont estimées de gré à gré à défaut par une expertise amiable. sous réserve des droits respectifs des parties. Chacune des parties désigne un expert.

Si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert : les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix. Faute par l'une des parties de nommer son expert ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième expert, la désignation est effectuée par le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu de domicile du souscripteur.

Cette nomination est faite sur simple requête signée des deux parties ou d'une seulement, l'autre ayant été convoquée par lettre recommandée. Chaque partie paie les frais et honoraires de son expert. et s'il y a lieu, par moitié, les honoraires du tiers expert.

9. Dans quel délai le sinistre est-il réglé ?

Vous êtes payé dans les 10 jours suivant l'accord intervenu entre nous et la décision judiciaire exécutoire.

10. Quand et comment la garantie peut-elle être résiliée ?

Par CORIS ASSISTANCE après sinistre par lettre recommandée au dernier domicile connu de l'assuré.

Indemnité de résiliation :

- En cas de résiliation en cours d'année d'assurance, la portion de prime correspondante à la partie de cette période postérieure à la résiliation est remboursée au souscripteur si elle a été payée d'avance,
- Toutefois, si la résiliation a pour cause le non paiement des primes, ladite portion de prime reste due à titre d'indemnité de résiliation.

11. Quelle est l'adresse de CORIS ASSISTANCE ?

CORIS ASSISTANCE fait élection de domicile au siège de sa succursale en France :

**CORIS ASSISTANCE
8 rue Auber
75009 PARIS**

Les contestations qui pourraient être élevées contre CORIS ASSISTANCE à l'occasion du présent contrat sont exclusivement soumises aux tribunaux français compétents et toutes notifications devront être faites à l'adresse indiquée ci-dessus.

Chapitre VI La protection du conducteur

Article 21 Garantie individuelle du conducteur

PERSONNE ASSURÉE

Par "assuré", il faut entendre :

- le souscripteur ou le propriétaire du véhicule lorsqu'il est conducteur du véhicule assuré ;
- toute autre personne autorisée par eux à conduire ce véhicule.

Ne sont pas considérés comme bénéficiaire d'une telle autorisation, lorsque le véhicule assuré leur est confié en raison de leurs fonctions, les garagistes et les personnes pratiquant habituellement le courtage, la vente, la réparation, le dépannage ou le contrôle du bon fonctionnement.

OBJET DE L'ASSURANCE

L'assurance a pour objet de faire bénéficier la personne assurée des indemnités correspondant aux préjudices ci-après définis, calculées selon les règles habituelles du droit commun et ce, dans la limite du montant indiqué au Tableau récapitulatif des garanties, dans le cas où cette personne serait victime d'un accident corporel en qualité de conducteur du véhicule assuré.

BÉNÉFICIAIRE DES INDEMNITÉS

Sont bénéficiaires des indemnités :

- en cas de blessures : le conducteur du véhicule assuré ;
- en cas de décès : les ayants droit.

PRÉJUDICES INDEMNISÉS : NOUS GARANTISSONS

En cas de blessures de l'assuré :

- l'indemnisation de l'incapacité permanente, partielle ou totale correspondant aux dommages physiologiques subsistant après que l'état de la victime ait été consolidé, c'est-à-dire à l'époque où les conséquences définitives de l'accident pourront être fixées d'une façon certaine. Le barème de référence de l'Incapacité Permanente est celui du droit commun ;
- les frais de traitement médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques y compris les frais de rééducation ;
- les frais de prothèses ;
- les frais d'assistance d'une tierce personne ;
- l'indemnisation de l'incapacité temporaire totale de travail à compter du 10^e jour d'interruption ;

- l'indemnisation du préjudice correspondant aux souffrances endurées et du préjudice esthétique.

En cas de décès de l'assuré, à la suite de l'accident garanti :

- l'indemnisation du préjudice économique des ayants droit consécutif au décès du conducteur du véhicule assuré ;
- le remboursement des frais d'obsèques, à l'exclusion de tous frais de monument funéraire ou caveau, sur présentation de factures acquittées et après déduction des indemnités décès versées par les tiers payeurs auprès desquels la victime était affiliée le jour de l'accident.

MONTANT DES INDEMNITÉS EN CAS DE BLESSURES ET DE DÉCÈS

L'indemnisation des différents préjudices garantis s'effectue selon les règles du droit commun, c'est-à-dire sur les bases des indemnités habituellement allouées par les tribunaux pour des cas similaires.

Cette indemnisation vient après déduction de la créance des prestations, y compris rentes et pensions d'invalidité des organismes sociaux et de l'employeur. Ces derniers n'ont pas de recours contre l'assureur qui agit dans le cadre d'une garantie facultative au sens du Code des Assurances.

Toutefois, le cumul des indemnités versées pour un même accident ne pourra excéder le montant indiqué au Tableau récapitulatif des garanties, **étant entendu que :**

- **en cas d'Invalidité Permanente, l'indemnité ne sera versée que si le taux d'invalidité déterminé est supérieur ou égal à 15 % ;**
- en cas de décès de l'assuré postérieurement au versement d'une indemnité quelconque (prestations servies par les tiers payeurs telles que capital décès, rente de veuve, rentes d'orphelin) au titre du présent contrat, le montant versé à ce titre est déduit de l'indemnité garantie en cas de décès.

DÉTERMINATION DE L'INDEMNITÉ

• Absence de tiers responsable

Lorsque l'assuré est victime d'un accident corporel pour lequel aucun recours ne peut être effectué ou

lorsqu'une responsabilité ne peut être imputée à un tiers, nous versons **les indemnités dues dans la limite du montant indiqué au Tableau récapitulatif des garanties, déduction faite des prestations à caractère indemnitaire versées par l'employeur, la Sécurité Sociale ou tout autre organisme social ou de prévoyance.**

• **Présence de tiers responsable**

Lorsque l'assuré est victime d'un accident corporel pour lequel la responsabilité incombe en tout ou partie à un tiers, nous versons les indemnités dues dans la limite du montant indiqué aux Conditions Particulières en avance sur recours.

Cette avance ne peut excéder la moitié du montant maximum du cumul des indemnités prévu à la rubrique "montant des indemnités", déduction faite des prestations à caractère indemnitaire versées par un tiers, l'employeur, la Sécurité Sociale ou tout autre organisme social ou de prévoyance.

Si l'avance sur recours versée est supérieure au montant de l'indemnité mise à la charge du responsable, nous nous engageons à ne pas réclamer la différence au conducteur assuré ou aux ayants droit.

• **Pièces justificatives**

L'assuré est tenu, dans les plus brefs délais, et au plus tard dans les 10 jours qui suivent la date de l'accident, de nous transmettre à ses frais le certificat du médecin appelé à lui donner les premiers soins, relatant la nature exacte des blessures et leur pronostic et, de façon générale à nous fournir tous renseignements et pièces justificatives sur les causes, circonstances et conséquences de l'accident.

• **Examens médicaux**

Pour l'évaluation du préjudice et pour toutes les fois que nous le jugeons utile, nous nous réservons le droit de faire examiner la victime par un médecin de notre choix autant de fois que nous le jugeons utile.

• **Expertise**

- Les séquelles sont évaluées par un médecin expert de notre choix.
- En cas de désaccord de l'assuré sur ses conclusions, deux experts sont désignés, chacun par l'une des parties.

- En cas de divergence, ils s'adjoignent un troisième expert pour les départager ; s'ils ne s'entendent pas sur le choix de ce dernier ou faute par l'une des parties de désigner son expert, la désignation en sera faite à la requête de la partie la plus diligente par le président du tribunal de grande instance du domicile de l'assuré avec dispense de serment et de toutes autres formalités.

Chaque partie conserve à sa charge les honoraires et frais relatifs à l'intervention de l'expert qu'elle aura désigné, ceux nécessités par l'intervention éventuelle d'un troisième expert étant partagés par moitié entre elles.

• **Aggravation indépendante du fait accidentel**

Toutes les fois que les conséquences d'un accident seront aggravées par l'état constitutionnel de la victime, par un manque de soins dû à la négligence ou par un traitement empirique, par une maladie ou une infirmité préexistante, les indemnités dues seront déterminées d'après les conséquences qu'auraient eu l'accident chez un sujet valide et de santé normale soumis à un traitement rationnel.

Outre les exclusions communes à l'ensemble des garanties, nous ne garantissons pas :

- **les sinistres survenus lorsque l'assuré :**
 - **conduit sous l'empire d'un état alcoolique (le seuil étant fixé par l'article R. 234-1 du Code de la Route) ou a refusé de se soumettre à un dépistage d'alcoolémie,**
 - **conduit sous l'empire de stupéfiants ou d'une drogue non prescrits médicalement, sauf s'il est établi que le sinistre est sans relation avec l'un de ces états ;**
- **les sinistres causés ou provoqués par l'assuré en raison de son état d'aliénation mentale, ou par une volonté manifeste de suicide ;**
- **les sinistres survenus lorsque l'assuré n'a pas respecté les conditions de sécurité exigées par la réglementation en vigueur relative au port du casque, sauf si la victime ou les ayants droit peuvent prouver que le dommage est sans relation avec l'inobservation de ces conditions.**

Chapitre VII Dispositions communes

Article 22 Exclusions communes à l'ensemble des garanties

Ne sont jamais garantis par ce contrat :

- **les dommages intentionnellement causés**

ou provoqués par vous-même, ou avec votre complicité, ou par toute personne assurée

sauf les pertes et dommages causés par les personnes dont vous êtes civilement responsables. Le suicide ou la tentative de suicide de l'assuré sont assimilés à un fait intentionnel ;

- les dommages occasionnés par :
 - la guerre étrangère, la guerre civile, les grèves et lock-out ;
 - les inondations, les débordements de cours d'eau ou d'étendues d'eau naturelles ou artificielles, de sources, l'action de la mer, les éruptions volcaniques, les tremblements de terre, les avalanches ou un autre phénomène naturel présentant un caractère catastrophique, n'entraînant pas l'application de la loi du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des catastrophes naturelles, ou de la garantie forces de la nature ;
- les dommages causés par le véhicule assuré lorsqu'il transporte des sources de rayonnements ionisants destinées à être utilisées hors d'une installation nucléaire, dès lors que lesdites sources auraient provoqué ou aggravé le sinistre ;
- les dommages ou l'aggravation des dommages causés par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ou par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif, ou par tout autre source de rayonnements ionisants, et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ;
- les amendes, redevances et autres sanctions pénales légalement à votre charge ;
- les dommages survenus lors de l'utilisation du véhicule assuré sur un circuit ou une piste spécialement aménagée, ou au cours d'épreuves, courses, compétitions ou leurs essais nécessitant une autorisation préalable des pouvoirs publics, lorsque l'assuré y participe en qualité de concurrent, d'organisateur ou de préposé de l'un d'eux ; (les dommages causés aux tiers par le véhicule utilisé dans les circonstances décrites ci-dessus doivent néanmoins être obligatoirement assurés par contrat spécifique sous peine d'encourir les pénalités prévues à l'article R. 211-45 du Code des Assurances, ainsi que les majorations de pénalité prévus à l'article L. 211 -26 du Code des Assurances).

- les dommages occasionnés au véhicule assuré et les conséquences de la responsabilité encourue par les professionnels de la réparation, de la vente, du contrôle de l'automobile ou leurs préposés, lorsque le véhicule assuré leur est confié en raison de leurs fonctions ;
- les dommages survenus lorsque, au moment du sinistre, le conducteur du véhicule assuré n'a pas l'âge requis ou ne possède pas de permis de conduire en état de validité (ni suspendu, ni périmé, ni annulé, ni invalidé). Toutefois, cette exclusion ne peut être opposée :
 - au conducteur détenteur d'un permis de conduire déclaré lors de la souscription ou lors du renouvellement du contrat lorsque ce permis est sans validité pour des raisons tenant au lieu ou à la durée de résidence de son titulaire, ou lorsque les conditions restrictives d'utilisation autres que celles relatives aux catégories de véhicules portées sur ce permis, n'ont pas été respectées,
 - à l'assuré en cas de conduite du véhicule assuré par son enfant mineur à son insu ou contre son gré,
 - au souscripteur ou au propriétaire du véhicule assuré en leur qualité de commettant civilement responsable, en cas de conduite par un préposé leur ayant présenté un titre faux, mais apparemment valable ou lorsque le permis du préposé a fait l'objet d'une annulation, d'une suspension, d'une restriction de validité ou d'un changement de catégorie par décision judiciaire sans que ces mesures leur aient été notifiées, sous réserve que la date du retrait effectif ou la rectification matérielle du permis par les autorités soit postérieure à la date d'embauche.La garantie est accordée pour une durée de 2 mois à compter de la date du retrait effectif ou de la rectification matérielle du permis.
- les dommages survenus lorsque le véhicule assuré transporte des matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes qui auraient provoqué ou aggravé le sinistre, Toutefois il ne sera pas tenu compte, pour l'application de cette exclusion, des transports d'huiles, d'essences minérales ou de produits similaires ne dépassant pas 500 kg ou 600 litres, y compris l'approvisionnement de carburant liquide ou gazeux nécessaire au moteur.

Titre 3

Le règlement des sinistres

Chapitre VIII Les modalités d'indemnisation

Article 23 Vos obligations en cas de sinistre

1) Faire tout ce qui est en votre pouvoir pour limiter les conséquences du sinistre.

2) Nous déclarer le sinistre dès que vous en avez connaissance et au plus tard dans les **5 jours ouvrés** sauf pour les cas suivants :

• **Vol : 2 jours ouvrés**

- déposer immédiatement une plainte auprès de la gendarmerie ou des autorités locales de police, et nous transmettre le récépissé de dépôt de plainte ;

- si le véhicule est retrouvé, nous informer par lettre recommandée dans les 8 jours.

En cas de vol du véhicule, ces formalités doivent être respectées même si la garantie vol n'est pas souscrite.

• **Accident : 5 jours ouvrés**

- nous transmettre le constat amiable ou, à défaut, tout écrit nous informant sur la date, la nature et les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées et, le cas échéant, les noms et adresses du conducteur au moment du sinistre, des victimes et des témoins éventuels ;

- nous faire connaître l'endroit où le véhicule est visible s'il n'a pas disparu ;

- nous transmettre dès réception tous avis, lettres, convocations, assignations, actes d'huissier et pièces de procédure qui vous seraient adressés, remis ou signifiés à vous ou à vos préposés en cas de sinistre susceptible d'engager votre responsabilité civile ;

- nous transmettre, pour le cas où le véhicule aurait fait l'objet d'un crédit-bail, d'une location avec option d'achat, d'un plan de financement, un exemplaire du contrat de financement et de l'échéancier y afférent ;

- en cas de dommages au véhicule en cours de transport, faire constater les dommages vis-à-vis du transporteur ou des tiers par tous moyens légaux ;

- en cas de collision avec un tiers, indiquer l'identité de ce dernier par la production d'un constat amiable, d'un rapport de police, d'un procès verbal de gendarmerie, ou à défaut par la déclaration de témoins.

• **Catastrophes naturelles et technologiques : 10 jours** après publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle ou de catastrophe technologique.

• **Bris de glaces : 5 jours ouvrés**

Nous transmettre la facture de réparation ou du remplacement s'il est nécessaire, établie à votre nom, datée et portant l'identification du véhicule.

L'inexécution des obligations qui vous incombent, conformément aux dispositions ci-dessus, peut être pour vous, lourde de conséquence : nous pouvons dans ce cas vous réclamer une indemnité proportionnée au préjudice que votre manquement peut nous causer (sauf, bien entendu, si vous en avez été empêché par un événement fortuit ou de force majeure).

Par ailleurs, si vous avez fait, de mauvaise foi, de fausses déclarations sur la date, la nature, les causes, les circonstances apparentes du sinistre, vous perdez tout droit à la garantie pour le sinistre en cause, s'il y a déjà eu règlement au titre de ce sinistre, le montant doit nous en être remboursé.

Nous avons également la possibilité de résilier le contrat.

ÉVALUATION DES DOMMAGES

Les dommages subis par le véhicule assuré sont évalués par l'expert que nous avons mandaté.

- En cas de désaccord sur l'évaluation des dommages, ceux-ci sont évalués par deux experts, chacun d'entre nous choisissant le sien.
- En cas de désaccord entre eux, ceux-ci s'adjoignent un troisième expert pour les départager.
- Si l'un de nous ne nomme pas son expert ou si les deux experts ne s'entendent pas sur le choix du troisième, la désignation est effectuée par le président du tribunal de grande instance compétent, sur requête de la partie la plus diligente.

Chacun de nous paie les frais et honoraires de son expert et la moitié de ceux exposés éventuellement par le troisième.

DÉTERMINATION DE L'INDEMNITÉ

L'expert détermine :

- le coût des réparations et du remplacement des pièces détériorées ;
- la valeur de votre véhicule avant sinistre ;
- la valeur réelle de votre véhicule après sinistre.

1. Votre véhicule est partiellement endommagé

Lorsque le montant des réparations est inférieur à la valeur à dire d'expert du véhicule avant le sinistre, le montant de l'indemnité due est égal au coût des réparations directement consécutives au sinistre garanti, dans la limite de la valeur déclarée si mentionnée aux Conditions Particulières.

Nous déduisons de l'indemnité ainsi déterminée le montant de la franchise prévue au titre de la garantie mise en jeu et indiquée aux Conditions Particulières.

En cas de dommages aux pneumatiques et aux pièces mécaniques, il sera fait application d'un abattement pour vétusté dans les conditions prévues au paragraphe 2.2 ci-après.

2. Votre véhicule est complètement détruit et hors d'usage ou volé

2.1. Votre véhicule est économiquement irréparable à dire d'expert

Lorsque le montant des réparations directement consécutives à l'événement garanti est supérieur à la valeur à dire d'expert avant le sinistre, nous proposons au propriétaire du véhicule, dans les 15 jours suivant la remise du rapport d'expertise, une indemnisation en perte totale avec cession du véhicule à l'assureur.

Le propriétaire du véhicule dispose de 30 jours pour donner sa réponse (article L. 327-1 du Code de la Route).

- **Vous acceptez de nous céder votre véhicule dans ces conditions :**

L'indemnité due est égale à la valeur à dire d'expert du véhicule avant sinistre dans la limite de la valeur déclarée si mentionnée aux Conditions Particulières, déduction faite du montant de la franchise prévue aux Conditions Particulières.

- **Vous refusez de nous céder votre véhicule dans ces conditions, ou en cas de silence de votre part :**

- vous ne le faites pas réparer : l'indemnité due est égale à la valeur à dire d'expert du véhicule avant sinistre dans la limite de la valeur déclarée si mentionnée aux Conditions Particulières, déduction faite de la valeur résiduelle à dire d'expert du véhicule après sinistre et du montant de la franchise prévue aux Conditions Particulières ;

- vous le faites réparer : l'indemnité due est égale au coût des réparations justifiées par factures sans pouvoir excéder la valeur du véhicule à dire d'expert avant sinistre, dans la limite de la valeur déclarée si mentionnée aux Conditions Particulières, déduction faite du montant de la franchise prévue aux Conditions Particulières.

2.2. Votre véhicule est détruit suite à un événement couvert au titre de la garantie "Incendie - Explosion" ou volé et non retrouvé dans un délai de 30 jours à compter de la déclaration du vol

Le montant de l'indemnité est fixé en tenant compte d'une dépréciation pour vétusté (avant application des franchises prévues aux Conditions Particulières) :

La vétusté du véhicule est fixée forfaitairement, par année de garantie entamée depuis la souscription du contrat, selon le barème indiqué en page 47.

Le taux de vétusté ainsi déterminé s'applique sur la valeur déclarée du véhicule lors de la souscription.

3. Dispositions spéciales pour les accessoires

Le montant de l'indemnité est fixée sur la base de la valeur d'achat des accessoires, vétusté déduite (selon le barème indiqué en page 47), dans les limites fixées au Tableau récapitulatif des garanties et sous déduction de la franchise prévue au titre de la garantie mise en jeu et indiquée aux Conditions Particulières.

La présentation des justificatifs d'achat d'origine est obligatoire.

DÉLAI DE RÈGLEMENT DES INDEMNITÉS

Le paiement, sous réserve de la réception par nous, de toutes les pièces justificatives nécessaires, est effectué dans les 15 jours suivant l'accord amiable ou la décision judiciaire exécutoire.

Ce délai en cas d'opposition ne court que du jour de l'acte qui met fin à l'opposition.

• Cas particulier du vol

En cas de vol du véhicule, nous vous présentons une offre d'indemnité dans un délai de 30 jours à compter de la déclaration du vol, au vu des pièces justificatives en notre possession.

- Si le véhicule n'est pas retrouvé dans un délai de 30 jours à compter de la déclaration du vol : le paiement de l'indemnité intervient dans le délai de 45 jours à compter de la déclaration du vol, sauf désaccord.

- Si le véhicule est retrouvé dans le délai de 30 jours à compter de la déclaration du vol, vous devez reprendre le véhicule.

Nous réglons alors les dommages subis par le véhicule, selon les modalités prévues ci-dessus.

- Si le véhicule est retrouvé dans un délai supérieur à 30 jours à compter de la déclaration du vol, vous pouvez dans les 30 jours qui suivent le jour où vous avez eu connaissance de la découverte, reprendre le véhicule, vous devez alors nous rembourser l'indemnité versée sous déduction des frais de remise en état garantis.

• Cas particulier des catastrophes naturelles

Nous devons verser l'indemnité due au titre de la garantie dans un délai de 3 mois à compter de la date de remise par vous de l'état estimatif des biens endommagés ou de la date de publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle lorsque celle-ci est postérieure. A défaut, sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due par nous porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

• Cas particulier des catastrophes technologiques

Pour les dommages indemnisés au titre de la garantie Catastrophes Technologiques, nous versons l'indemnité dans les 3 mois qui suivent la remise de l'état estimatif des pertes ou la date de publication, lorsque celle-ci est postérieure, de la décision administrative prévue à l'article L 128-1 du Code des Assurances.

Article 25 Indemnisation des dommages causés aux tiers

PROCÉDURE

Lorsque la responsabilité civile de l'assuré est recherchée, nous prenons en charge la défense de ses intérêts. L'assuré nous donne tous pouvoirs pour poursuivre en son nom toute procédure judiciaire dans la limite de notre garantie.

- Devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives, nous assurons sa défense et nous nous réservons le droit exclusif de diriger le procès.
- Devant les juridictions pénales, nous assurons la défense avec l'accord de l'assuré. A défaut d'accord, nous pouvons assurer la défense limitée aux intérêts civils de l'assuré.

TRANSACTION

Nous avons seul qualité, dans les limites de la garantie, pour régler les indemnités mises à la charge de l'assuré et transiger.

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction faite en dehors de nous ne nous est opposable.

Toutefois, n'est pas considéré comme une

reconnaissance de responsabilité, l'aveu d'un fait purement matériel ou le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent que toute personne a le devoir légal ou moral d'apporter.

Lorsque nous invoquons une exception de garantie légale ou contractuelle, nous demeurons néanmoins tenus de présenter à la victime une offre d'indemnité aux conditions prévues aux articles L. 211-9 à L. 211-14 du Code des Assurances.

SAUVEGARDE DES DROITS DES TIERS VICTIMES

Ne sont pas opposables aux victimes ou à leurs ayants droit :

- **les franchises** prévues au contrat ;
- **les déchéances**, à l'exception de la suspension régulière de la garantie pour non-paiement de la cotisation ;
- **la réduction proportionnelle** de l'indemnité prévue par l'article L. 113-9 du Code des Assurances en cas de déclaration inexacte ou incomplète du risque ;

- **les exclusions suivantes** prévues au contrat :
 - dans le cas où le conducteur n'a pas l'âge requis ou ne possède pas le permis de conduire en état de validité exigé par la réglementation en vigueur (article R. 211-10 du Code des Assurances) ;
 - en cas de dommages survenus au cours d'épreuves, courses et compétitions (article R. 211-11 du Code des Assurances) ;
 - en cas de transport de passager dans des conditions insuffisantes de sécurité (article R. 211-10 du Code des Assurances).
 - en cas de transport de sources de rayonnements ionisants ayant provoqué ou aggravé le sinistre ;
 - en cas de transport de matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes ;

Dans ce cas, nous procédons, dans la limite de la garantie, au paiement de l'indemnité pour le compte de l'Assuré responsable : nous exerçons ensuite contre ce dernier une action en remboursement de toutes les sommes payées à sa place.

La nullité du contrat pour fausse déclaration prévue au présent contrat est, en revanche, opposable aux tiers victimes (article L. 113-8 du Code des Assurances).

Article 26 *Quels sont nos droits une fois que nous vous avons indemnisés (subrogation) ?*

Nous sommes subrogés dans vos droits et actions, c'est-à-dire que nous nous substituons à vous pour agir contre tous responsables des sinistres jusqu'à concurrence des indemnités payées par nous (article L. 121-12 du Code des Assurances).

Toutefois, nous ne bénéficions pas de cette substitution dans le cas où elle aurait à s'exercer contre votre conjoint, vos descendants, ascendants, alliés en ligne directe, préposés, employés ou domestiques et généralement toutes personnes vivant habituellement à votre foyer, sauf en cas de malveillance commise par une de ces personnes.

Si la subrogation ne peut plus, de votre fait, s'opérer en notre faveur, notre garantie cesse d'être engagée dans la mesure même où aurait pu s'exercer la subrogation.

En revanche, si nous avons accepté de renoncer à recourir contre un responsable éventuel ou si nous avons pris note d'une telle renonciation de votre part, nous pourrions, si le responsable est assuré, et malgré cette renonciation, exercer le recours contre son assureur dans la limite de cette assurance.

Titre 4

Le fonctionnement du contrat

Chapitre IX La vie du contrat

Article 27 Formation du contrat et prise d'effet

Votre contrat prend naissance à la date d'effet indiquée aux Conditions Particulières, lesquelles indiquent également la date d'échéance annuelle de votre

contrat : point de départ de chaque période annuelle d'assurance.

Article 28 Durée du contrat

Votre contrat est conclu pour la durée d'1 an avec tacite reconduction. Il se renouvelle automatiquement

d'année en année tant qu'il n'y est pas mis fin par vous ou par nous.

Article 29 Cas pouvant entraîner la résiliation du contrat

RÉSILIATION PAR VOUS OU PAR NOUS

- **A chaque échéance annuelle**, moyennant préavis de 2 mois au moins (article L113-12 du Code des Assurances)
- **En cas de vente ou donation de votre véhicule** (article L. 121-11 du Code des Assurances)
Lorsque votre véhicule est vendu ou donné, vous devez nous informer par lettre recommandée de la date de la vente ou de la donation. Le contrat est suspendu automatiquement dès le lendemain du jour de la vente à zéro heure.

Vous pouvez :

- soit nous demander de remettre en vigueur le contrat sur un nouveau véhicule, le report de l'assurance n'étant pas automatique ;
- soit demander la résiliation du contrat par lettre

recommandée.

La résiliation intervient 10 jours après l'envoi de la lettre recommandée.

La même possibilité de résiliation nous est ouverte, avec un préavis de 10 jours.
Si vous ne prenez pas position, après 6 mois de suspension, votre contrat est automatiquement résilié.

Nous vous restituons la fraction de cotisation correspondant à la période postérieure à la suspension.

- **En cas de décès du propriétaire du véhicule assuré** (article L. 121-10 du Code des Assurances)

L'assurance continue de plein droit au profit des héritiers, qui sont tenus au paiement des cotisations. Ceux-ci peuvent demander la résiliation du contrat ou le transfert du contrat à leur nom. Nous pouvons, en ce cas, résilier le contrat, dans les 3 mois suivant cette demande de transfert.

La résiliation prend effet :

- 10 jours après notification de la résiliation par nous aux héritiers ;
- dès notification de la résiliation par les héritiers à nous-même.

- **En cas de survenance de l'un des événements suivants** (article L. 113-16 du Code des Assurances)
 - changement de domicile ;
 - changement de situation matrimoniale ;
 - changement de régime matrimonial ;
 - changement de profession ;
 - retraite professionnelle ou cessation définitive d'activité professionnelle ;

le contrat peut être résilié par vous ou par nous, dans un délai de 3 mois suivant la date de l'événement.

La faculté de résiliation n'est ouverte que si les risques couverts par le contrat ont été modifiés par le changement de situation.

Votre lettre de résiliation doit indiquer la nature, la date de l'événement et donner toute précision de nature à établir la relation directe entre la résiliation et la situation nouvelle, entraînant un risque différent.

La résiliation prend effet 1 mois après la réception de la lettre recommandée de résiliation.

RÉSILIATION PAR VOUS

En dehors des cas prévus au paragraphe "Résiliation par vous ou par nous", vous pouvez résilier :

- **en cas de diminution du risque** si nous refusons de réduire votre cotisation (article L. 113-4 du Code des Assurances) ;
- **en cas de modification du tarif ou des franchises** dans les conditions prévues à l'article 37 du présent contrat ;
- **en cas de résiliation par nous après un sinistre** de l'un de vos contrats vous pouvez, dans le délai d'1 mois à compter de la notification de cette résiliation, résilier tous les autres contrats que vous avez souscrit auprès de nous. La résiliation prendra effet 1 mois à dater de la notification à l'assureur ;
- **en cas de transfert du portefeuille** (article L. 324-1 du Code des Assurances), vous disposez d'un délai d'1 mois à compter de la publication au Journal Officiel de l'avis de demande de transfert pour résilier votre contrat.

La résiliation prend effet dès notification de votre résiliation auprès de nous.

RÉSILIATION PAR NOUS

En dehors des cas prévus au paragraphe "Résiliation par vous ou par nous", nous pouvons résilier :

- **en cas d'aggravation du risque** (article L. 113-4 du Code des Assurances) ;
- **après un sinistre**, si l'accident a été causé par un conducteur en état d'imprégnation alcoolique ou sous l'emprise de stupéfiants ou à la suite d'une infraction au Code de la Route entraînant une décision judiciaire ou administrative de suspension du permis de conduire d'au moins un mois, soit une décision d'annulation de ce permis (article A211-1-2 du Code des Assurances)
La résiliation prend effet 1 mois après la notification de cette décision par lettre recommandée ;
- **en cas de non-paiement des cotisations** (article L. 113-3 du Code des Assurances). Nous avons la faculté de résilier votre contrat selon les modalités précisées à l'article 36 du présent contrat.
- **en cas d'omission ou inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat** (article L. 113-9 du Code des Assurances)
La résiliation prend effet 10 jours après la notification de la décision.

RÉSILIATION DE PLEIN DROIT

- **en cas de retrait total de l'agrément** dont nous sommes titulaire (article L. 326-12 du Code des Assurances) ;
- **en cas de perte totale** du véhicule assuré :
 - à la suite d'un événement non garanti (article L. 121-9 du Code des Assurances) : la portion de cotisation afférente au temps pour lequel le risque n'a plus cours est restituée ;
 - à la suite d'un événement garanti : la cotisation non courue n'est pas restituée pour la garantie concernée.

FORMES DE LA RÉSILIATION

Dans tous les cas où vous avez la faculté de résiliation, vous devez le faire à votre choix soit par lettre recommandée, soit par une déclaration faite contre récépissé à notre Direction.

Dans le cas où nous avons la faculté de résiliation, celle-ci vous sera notifiée par lettre recommandée, adressée au dernier domicile connu.

Dans tous les cas, le cachet de la poste fera foi pour justifier du respect des délais de notification et de prise d'effet de la résiliation.

RESTITUTION DE LA PORTION DE COTISATION

Lorsque la résiliation a lieu en dehors d'une échéance, la portion de cotisation afférente à la période non garantie vous est restituée.
Toutefois, la fraction de cotisation n'est jamais restituée en cas de résiliation pour non-paiement de cotisations.

RESTITUTION DES DOCUMENTS D'ASSURANCE

Dans tous les cas de résiliation du contrat d'assurance, le souscripteur est tenu de nous restituer les documents d'assurances tels que le certificat d'assurance et la carte verte dans un délai de 8 jours à compter de la résiliation.

Chapitre X Déclarations obligatoires

Article 30 Déclarations à la souscription

Vous devez à la souscription du contrat répondre exactement aux questions que nous vous avons posées pour nous permettre d'apprécier le risque.

Article 31 Déclarations en cours de contrat

Vous devez également, pour échapper aux sanctions énumérées à l'article 33, nous aviser tout au long de la vie de votre contrat, de toute modification à l'une de ces déclarations.

Vous devez le faire par lettre recommandée **dans les 15 jours où vous en avez eu connaissance.**

Si vous ne respectez pas ce délai, vous perdez tout droit à la garantie en cas de sinistre sauf cas fortuit ou de force majeure, **dès lors que nous aurons établi que votre retard nous a causé un préjudice.**

Lorsque la modification ainsi déclarée constitue :

- une aggravation du risque, nous pouvons :
 - soit vous proposer une augmentation de la

cotisation.

Si vous refusez ou ne donnez pas suite à cette proposition dans les 30 jours, nous pouvons alors résilier votre contrat, à condition que cette possibilité de résiliation ait été précisée dans notre lettre de proposition,

- soit résilier votre contrat, par lettre recommandée, avec préavis de 10 jours.

- une diminution du risque, les cotisations peuvent être réduites.

Si nous refusons de les réduire, vous pouvez alors résilier votre contrat, avec préavis de 30 jours.

Article 32 Déclarations en cas de modification du risque

Le souscripteur, ou éventuellement l'assuré, doit nous informer lorsqu'il a eu connaissance de toutes les modifications aggravant les risques ou en créant de nouveaux :

- **en ce qui concerne les conducteurs désignés aux Conditions Particulières :**
 - tout changement de profession, de domicile ou d'état civil ;
 - toute suspension ou retrait de permis ainsi que toute sanction pénale subie par eux pour des faits

en relation avec la conduite d'un véhicule terrestre à moteur ;

- **en ce qui concerne les conducteurs désignés en cours de contrat :**
 - les déclarations imposées aux conducteurs énumérées ci-dessus, ainsi que le nombre, la nature des sinistres survenus au cours des 36 derniers mois.
- **en ce qui concerne le véhicule :**
 - tout changement de véhicule ou de ses caractéristiques (type, puissance fiscale ou cylindrée, nature de la carrosserie...);
 - son immatriculation, son usage ;

- son remplacement temporaire, sa vente ou sa donation ;
- son lieu de garage habituel et sa zone de circulation.

La garantie ne pourra être acquise que si ces informations sont communiquées par lettre recommandée, télex, télécopie ou par déclaration faite contre récépissé dans un délai de 15 jours, à partir du jour où le souscripteur ou l'assuré a eu connaissance de toute modification affectant les éléments ci-dessus.

Article 33 *Sanctions en cas de fausse déclarations, omissions ou déclarations inexactes*

FAUSSE DÉCLARATION, RÉTICENCE OU OMISSION INTENTIONNELLE À LA SOUSCRIPTION OU EN COURS DE CONTRAT

Si la réticence, fausse déclaration ou omission est intentionnelle et nous induit en erreur sur l'objet du risque ou diminue notre évaluation du risque, même si le risque omis ou dénaturé a été sans influence sur le sinistre, votre contrat est nul conformément à l'article L. 113-8 du Code des Assurances.

Les cotisations payées nous restent acquises et les cotisations à échoir nous sont dues à titre de dommages et intérêts.

FAUSSE DÉCLARATION, RÉTICENCE OU OMISSION NON INTENTIONNELLE À LA SOUSCRIPTION OU EN COURS DE CONTRAT (article L. 113-9 du Code des Assurances)

- Si celle-ci est constatée avant sinistre, nous pouvons :

- maintenir le contrat moyennant une augmentation de cotisation acceptée par vous ;
- résilier le contrat moyennant préavis de 30 jours à compter de la notification de cette proposition en cas de refus ou non acceptation de votre part ;
- résilier le contrat moyennant préavis de 10 jours à compter de la notification adressée par lettre recommandée ;

- si celle-ci est constatée après sinistre, l'indemnité due en cas de sinistre est réduite en proportion des cotisations payées par rapport à celles qui auraient été dues si les risques avaient été exactement et complètement déclarés.

Le tarif pris pour base de cette réduction est :

- celui de la souscription du contrat, si l'aggravation existait lors de la souscription ;
- celui applicable au jour de l'aggravation si celle-ci s'est produite en cours de contrat ;
- celui en vigueur lors de la dernière échéance principale précédant le sinistre si la date d'aggravation ne peut être déterminée.

Article 34 *Déclarations de vos autres assurances (assurance cumulative)*

Si les risques garantis par votre contrat sont aussi partiellement ou totalement assurés par un autre assureur, vous devez, conformément à l'article L. 121-4 du Code des Assurances, nous en faire immédiatement la déclaration en nous fournissant tous les éléments nécessaires à l'identification de cet autre contrat (nom de l'assureur, numéro de contrat, montant des garanties).

Quelle que soit la date à laquelle chacune de ces assurances a été souscrite, vous pouvez, en cas de

sinistre, vous adresser à l'assureur de votre choix pour obtenir l'indemnisation de vos dommages.

Si plusieurs assurances contre un même risque sont souscrites de façon frauduleuse ou dolosive, nous pouvons demander la nullité du contrat et réclamer des dommages et intérêts (article L. 121.3 premier alinéa du Code des Assurances).

Chapitre XI La cotisation

Article 35 Détermination de la cotisation

Votre cotisation a été fixée en fonction de vos déclarations figurant au contrat, de la nature et des montants de garantie que vous avez choisis.

Article 36 Paiement de la cotisation

MODALITES DE REGLEMENT

Votre cotisation est payable d'avance aux échéances indiquées aux Conditions Particulières.

S'y ajoutent les frais de quittancement ainsi que les taxes et contributions établies par l'Etat que nous sommes chargés d'encaisser pour son compte.

A défaut de paiement effectif d'une cotisation ou d'une fraction de cotisation dans les 10 jours de son échéance, indépendamment de notre droit de poursuivre l'exécution en justice, nous pouvons :

- suspendre la garantie 30 jours après envoi d'une lettre recommandée valant mise en demeure adressée à votre dernier domicile connu, ou à celui de la personne chargée du paiement ;
- résilier le contrat 10 jours après l'expiration du délai de 30 jours visé ci-dessus par notification soit dans la lettre recommandée initiale de mise en demeure, soit dans une nouvelle lettre recommandée.

Lorsqu'il y a suspension des garanties pour non-paiement, la cotisation ou la ou les fractions de cotisations non réglées nous restent dues, y compris celles venues à échéance pendant la période de suspension, ainsi qu'éventuellement les frais de poursuites et de recouvrements, en dépit de l'absence de garanties.

Lorsque pendant la période de suspension, vous procédez au paiement complet de la cotisation due et des frais de poursuites et de recouvrements éventuels, les garanties vous sont de nouveau acquises le lendemain à midi de ce paiement.

En cas de résiliation, vous restez redevable de la portion de cotisation afférente à la période écoulée jusqu'à la date de résiliation, majorée des frais de poursuites et de recouvrement éventuels ainsi que d'une pénalité correspondant à 6 mois de cotisation maximum sans pouvoir excéder la portion de cotisation restant due jusqu'au terme de l'échéance annuelle.

Pour toute modification du contrat, du fait de l'assuré, AMT ASSURANCES se réserve le droit de facturer des frais de gestion d'un montant forfaitaire de **16 €**.

REGLEMENT PAR PRELEVEMENT

Lors de la mise en place du paiement des cotisations par prélèvement mensuel, deux échéances mensuelles seront perçues : **la première sous forme d'un dépôt de garantie** (permettant notamment de faire face aux éventuels frais exposés ci-dessous) et la deuxième correspondant à la première échéance.

Les prélèvements seront ensuite effectués le 10 de chaque mois.

Le dépôt de garantie est intégralement remboursé, sous réserve des frais de résiliation habituels, dès la cessation effective du contrat.

En cas de rejet d'une échéance mensuelle, AMT ASSURANCES représentera automatiquement le prélèvement pour l'échéance suivante et se réserve le droit de prélever des **frais de rejet à hauteur de 16 €**. Si un second rejet survient, celui-ci entraînera **la résiliation automatique du contrat selon les règles prévues aux Conditions Générales**.

Article 37 Modification du tarif et des franchises

Nous pouvons être amenés à introduire une nouvelle franchise, à modifier nos tarifs et/ou le montant des franchises existantes en fonction de vos sinistres et/ou en fonction de circonstances techniques indépendantes de la variation du régime des taxes ou de la clause de réduction-majoration. En ce cas, la cotisation et le montant des franchises peuvent être modifiés à l'échéance principale.

L'avis d'échéance vous informera de la nouvelle cotisation et des nouveaux montants des franchises.

Vous pouvez alors résilier le contrat, par lettre recommandée ou par déclaration faite contre récépissé, auprès de notre siège dans les 30 jours à compter du jour

où vous avez eu connaissance de cette information.

La résiliation prend effet 30 jours après l'envoi de la lettre recommandée ou de la déclaration faite contre récépissé et vous serez redevable d'une fraction de cotisation calculée sur la base de la cotisation précédente, au prorata du temps écoulé entre la dernière échéance principale et la date d'effet de la résiliation.

A défaut de résiliation dans le délai, la nouvelle cotisation est considérée comme acceptée par vous.

Toutefois, les majorations de cotisations résultant du seul jeu de la clause de réduction-majoration prévue au contrat n'ouvre pas droit à la faculté de résiliation.

Article 38 Clause de réduction - majoration

Les contrats d'assurance relevant des branches mentionnées aux alinéas 3 et 10 de l'article R. 321-1 du Code des Assurances et concernant des véhicules terrestres à moteur doivent comporter la clause de réduction ou de majoration des cotisations selon l'annexe à l'article A121-1 du Code des Assurances.

Sauf convention contraire, cette clause n'est pas applicable aux contrats garantissant les cyclomoteurs, motocyclettes légères, quadricycles légers à moteur, quadricycles lourds à moteur mentionnés à l'article R. 311-1 du Code de la Route.

- 1) Lors de chaque échéance annuelle du contrat, la cotisation due par l'assuré est déterminée en multipliant le montant de la cotisation de référence telle qu'elle est définie ci-dessus, par un coefficient dit "coefficient de réduction-majoration", fixé conformément aux points 4 et 5 suivants. Le coefficient d'origine est de 1.
- 2) La cotisation de référence est la cotisation établie par l'assureur pour le risque présentant les mêmes caractéristiques techniques que celles présentées par l'assuré et figurant au tarif communiqué par l'assureur au ministre chargé de l'économie et des finances dans les conditions prévues à l'article R. 310-6.

Les caractéristiques techniques concernent le véhicule, la zone géographique de circulation ou de garage, l'usage socioprofessionnel ou le kilométrage parcouru, éventuellement la conduite exclusive du véhicule ainsi que les réductions éventuelles figurant au tarif des entreprises d'assurance.

Cette cotisation de référence ne comprend pas les majorations éventuellement prévues pour les circonstances aggravantes énumérées à l'article A. 335-9-2 du Code des Assurances.

En revanche, pour l'application des dispositions de la clause, cette cotisation de référence comprend la surprime éventuellement prévue pour les conducteurs novices à l'article A. 335-9-1 du Code des Assurances.

- 3) La cotisation sur laquelle s'applique le coefficient de réduction-majoration est la cotisation de référence définie précédemment, pour la garantie des risques de responsabilité civile, de dommages au véhicule, de vol, d'incendie, de bris de glaces et de catastrophes naturelles.
- 4) Après chaque période annuelle d'assurance sans sinistre, le coefficient applicable est celui utilisé à la précédente échéance réduit de 5 %, arrêté à la deuxième décimale et arrondi par défaut ; toutefois, lorsque le contrat garantit un véhicule utilisé pour un usage "tournées" ou "tous déplacements", la réduction est égale à 7 %.

Le coefficient de réduction-majoration ne peut être inférieur à 0,50.

Aucune majoration n'est appliquée pour le premier sinistre survenu après une première période d'au moins 3 ans au cours de laquelle le coefficient de réduction-majoration a été égal à 0,50.

- 5) Un sinistre survenu au cours de la période annuelle d'assurance majore le coefficient de 25 % ; un second sinistre majore le coefficient obtenu de

25 % ; et il en est de même pour chaque sinistre supplémentaire.

Le coefficient obtenu est arrêté à la deuxième décimale et arrondi par défaut.

Si le véhicule assuré est utilisé pour un usage "tournées" ou "tous déplacements", la majoration est égale à 20 % par sinistre.

La majoration est, toutefois, réduite de moitié lorsque la responsabilité du conducteur n'est que partiellement engagée, notamment lors d'un accident mettant en cause un piéton ou un cycliste.

En aucun cas, le coefficient de réduction-majoration ne peut être supérieur à 3,50. Après 2 années consécutives sans sinistre, le coefficient applicable ne peut être supérieur à 1.

6) Ne sont pas à prendre en considération pour l'application d'une majoration les sinistres devant donner lieu ou non à une indemnisation, lorsque :

- l'auteur de l'accident conduit le véhicule à l'insu du propriétaire ou de l'un des conducteurs désignés, sauf s'il vit habituellement au foyer de l'un de ceux-ci ;
- la cause de l'accident est un événement non imputable à l'assuré, ayant les caractéristiques de la force majeure ;
- la cause de l'accident est entièrement imputable à la victime ou à un tiers.

7) Lorsque le sinistre est survenu à un véhicule en stationnement par le fait d'un tiers non identifié alors que la responsabilité de l'assuré n'est engagée à aucun titre, ou lorsque le sinistre met en jeu uniquement l'une des garanties suivantes : vol, incendie, bris de glaces, n'entraîne pas l'application de la majoration prévue au point 5 et ne fait pas obstacle à la réduction visée au point 4.

8) Lorsqu'il est constaté qu'un sinistre ne correspond pas à la qualification qui lui avait été donnée initialement, la rectification de la cotisation peut être opérée soit par le moyen d'une quittance complémentaire, soit à l'occasion de l'échéance annuelle suivant cette constatation.

Aucune rectification de cotisation ne sera toutefois effectuée si la constatation est faite au-delà d'un délai de 2 ans suivant l'échéance annuelle postérieure à ce sinistre.

9) La période annuelle prise en compte pour l'application des dispositions de la présente clause est la période de 12 mois consécutifs précédant de 2 mois l'échéance annuelle du contrat.

Si le contrat est interrompu ou suspendu pour quelque cause que ce soit, le taux de réduction ou de majoration appliqué à l'échéance précédente vous reste acquis, mais aucune réduction nouvelle n'est appliquée, sauf si l'interruption ou la suspension est au plus égale à 3 mois. Par exception aux

dispositions précédentes, la première période d'assurance prise en compte peut être comprise entre 9 et 12 mois.

10) Le coefficient de réduction-majoration acquis au titre du véhicule désigné au contrat est automatiquement transféré en cas de remplacement de ce véhicule ou en cas d'acquisition d'un ou plusieurs véhicules supplémentaires.

Toutefois, le transfert de la réduction n'est applicable que si le ou les conducteurs habituels du ou des véhicules désignés aux Conditions Particulières du contrat demeurent les mêmes, sauf en cas de réduction du nombre des conducteurs.

11) Si le contrat concerne un véhicule précédemment garanti par un autre assureur, le coefficient de réduction-majoration applicable à la première cotisation est calculé en tenant compte des indications qui figurent sur le relevé d'informations mentionné au point 12 ci-après, et des déclarations complémentaires de l'assuré.

12) L'assureur délivre un relevé d'informations lors de la résiliation du contrat par l'une des parties et dans les quinze jours à compter d'une demande expresse du souscripteur.

Ce relevé comporte notamment les indications suivantes :

- date de souscription du contrat ;
- numéro d'immatriculation du véhicule ;
- nom, prénom, date de naissance, numéro et date de délivrance du permis de conduire du souscripteur et de chacun des conducteurs désignés au contrat,
- nombre, nature, date de survenance et conducteur responsable des sinistres survenus au cours des cinq périodes annuelles précédant l'établissement du relevé d'informations, ainsi que la part de responsabilité retenue ;
- le coefficient de réduction-majoration appliqué à la dernière échéance annuelle ;
- la date à laquelle les informations ci-dessus ont été arrêtées.

13) Le conducteur qui désire être assuré auprès d'un nouvel assureur s'engage à fournir à celui-ci le relevé d'informations délivré par l'assureur du contrat qui le garantissait précédemment au souscripteur du contrat.

14) L'assureur doit indiquer sur l'avis d'échéance ou la quittance de cotisation remis à l'assuré :

- le montant de la cotisation de référence ;
- le coefficient de réduction-majoration prévu à l'article A. 121-1 du Code des Assurances ;
- la cotisation nette après application de ce coefficient ;
- la ou les majorations éventuellement appliquées conformément à l'article A. 335-9-2 du Code des Assurances.

Chapitre XII Dispositions diverses

Article 39 Réquisition

En cas de réquisition des biens assurés, il sera fait application des dispositions légales en vigueur, propres

à cette situation (résiliation, réduction ou suspension du contrat selon les cas).

Article 40 Prescription

La prescription est le délai à l'expiration duquel une action ne peut plus être entreprise.

Conformément à l'article R 112-1 du code des assurances, les dispositions relatives à la prescription des actions dérivant du contrat d'assurance sont fixées par les articles L 114-1 à L 114-3 du même code.

Toutes actions dérivant du présent contrat sont prescrites par 2 ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1 - En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

2 - En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à 10 ans dans le cadre de la "Garantie individuelle du conducteur" (article

21), lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

La prescription peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption ainsi que dans les cas suivants :

- Désignation d'un expert après un sinistre,
- Envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception :
 - de nous à vous en ce qui concerne l'action en paiement de votre cotisation,
 - de vous à nous en ce qui concerne le règlement de l'indemnité,
- Citation en justice (même en référé),
- Commandement ou saisie significatif à celui que l'on veut empêcher de prescrire.

Par dérogation à l'article 2254 du Code Civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

Article 41 Réclamations

En cas de difficultés dans l'application du contrat, consultez d'abord votre conseiller habituel.

Si sa réponse ne vous satisfait pas, vous pourriez adresser votre réclamation à la compagnie qui gère votre contrat et dont les coordonnées figurent à l'article 45.

Si enfin votre désaccord persistait après la réponse

donnée, vous pourriez demander l'avis du médiateur dans les conditions qui vous seraient communiquées sur simple demande à la compagnie qui gère votre contrat et dont les coordonnées figurent à l'article 45.

Article 42 Contrôle de l'entreprise d'assurance

L'autorité chargée du contrôle des entreprises d'assurance est :

Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP)
61 rue Taitbout
75436 Paris Cedex 09

Article 43 Lutte contre le blanchiment

Les contrôles que nous sommes légalement tenus d'effectuer au titre de la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme, notamment sur les mouvements de capitaux transfrontaliers, peuvent nous conduire à tout

moment à vous demander des explications ou des justificatifs, y compris sur l'acquisition des biens assurés ou sur les sommes versées au contrat.

Article 44 Clauses

C1 - Usage "Promenade - Trajet travail"

Le véhicule assuré est utilisé pour des déplacements privés et le trajet domicile-travail. **Il ne sert en aucun cas à des tournées régulières** (livraisons, dépôts, clientèle, agences, succursales ou chantiers), **à la location, au transport à titre onéreux de marchandises ou de voyageurs, même à titre occasionnel.**

C2 - Usage "Affaires"

Le véhicule assuré est utilisé pour les déplacements à caractère privé ou professionnel y compris tournées régulières de clientèle, agences dépôts, succursales ou chantiers. Il ne sert en aucun cas à la location ou au transport à titre onéreux de marchandises (livraison, coursiers, etc) ou de voyageurs (mototaxi ou autres), même à titre occasionnel.

C3 - Prêt de guidon

C3-1 : Pour les véhicules inférieurs ou égaux à 125 cm³

La conduite du véhicule assuré est strictement réservée au souscripteur et à son conjoint ou concubin et à ses descendants si ceux-ci sont mineurs.

En cas de sinistre engageant totalement ou partiellement la responsabilité de tout autre conducteur, il sera fait application indistinctement sur les garanties Responsabilité Civile et/ou Dommages tous accidents, d'une franchise de **760 €**.

Cette franchise n'est pas modulable en fonction du pourcentage de responsabilité du conducteur et se cumule le cas échéant avec toutes autres franchises prévues au contrat.

C3-2 : Pour les véhicules supérieurs à 125 cm³

La conduite du véhicule assuré est strictement réservée au souscripteur et à son conjoint ou concubin.

En cas de sinistre engageant totalement ou partiellement la responsabilité de tout autre conducteur, il sera fait application indistinctement sur les garanties Responsabilité Civile et/ou Dommages tous accidents, d'une franchise de **760 €**.

Cette franchise n'est pas modulable en fonction du pourcentage de responsabilité du conducteur et se cumule le cas échéant avec toutes autres franchises prévues au contrat.

Article 45 Compagnies

Les conditions particulières précisent la compagnie retenue pour la couverture des risques.

Raisons sociales et mentions légales de la compagnie couvrant les risques :

AUTOMOBILES Allianz IARD

Entreprise régie par le Code des Assurances
Société Anonyme au capital de 938 787 416 €
542 110 291 RCS Paris
Siège social :
87 rue de Richelieu - 75002 PARIS

PROTECTION JURIDIQUE MOTARD SOLUCIA

Entreprise régie par le Code des Assurances
Société anonyme au capital de 7 600 000 €
RCS Lyon 481 997 708
83-85 boulevard Vivier Merle - 69003 LYON

ASSISTANCE

Siège social :

CORIS ASSISTANCE

Entreprise régie par le Code des Assurances
Société Anonyme au capital de 57 000 €
RCS PARIS 429 133 580
8 rue Auber - 75009 PARIS

Tableau récapitulatif des garanties

Seules font partie intégrante du contrat les garanties et options souscrites aux Conditions Particulières selon les définitions prévues aux Conditions Générales.

Garanties	Montants garantis	N° d'article aux Conditions Générales
Responsabilité civile		
Dommages corporels	Sans limitation de somme	4 à 8
Dommages matériels dont dommages résultant d'incendie, d'explosion ou de pollution	100 millions € par sinistre 1 500 000 € par sinistre	
Défense pénale et recours suite à accident		
Honoraires d'avocats et frais de procédure	Comme indiqué en page 12	9
Incendie - explosion		
Véhicule décrit aux Conditions Particulières (1)	Valeur à dire d'expert ou valeur contractuelle (2)	12
Accessoires prévus au catalogue du constructeur	Dans la limite de 10% de la valeur à dire d'expert ou contractuelle du véhicule	
Frais de dépannage, de remorquage ou de gardiennage	150 € par sinistre	
Casque du conducteur	120 €	
Catastrophes naturelles		
Véhicule décrit aux Conditions Particulières (1)	Valeur à dire d'expert	13
Accessoires prévus au catalogue du constructeur	Dans la limite de 10% de la valeur à dire d'expert ou contractuelle du véhicule	
Catastrophes technologiques		
Véhicule décrit aux Conditions Particulières (1)	Valeur à dire d'expert	14
Accessoires prévus au catalogue du constructeur	Dans la limite de 10% de la valeur à dire d'expert ou contractuelle du véhicule	
Bris de glaces		
Pare-brise, optiques de phares	Valeur de remplacement dans la limite de la valeur à dire d'expert	15
Vol		
Véhicule décrit aux Conditions Particulières (1)	Valeur à dire d'expert ou valeur contractuelle (2)	16
Accessoires prévus au catalogue du constructeur	Dans la limite de 10% de la valeur contractuelle du véhicule	
Frais engagés pour la récupération du véhicule volé	300 €	
Casque du conducteur	120 €	
Dommages tous accidents		
Véhicule décrit aux Conditions Particulières (1)	Valeur à dire d'expert	17
Accessoires prévus au catalogue du constructeur	Dans la limite de 10% de la valeur à dire d'expert ou contractuelle du véhicule	
Frais de dépannage, de remorquage ou de gardiennage	150 € par sinistre	
Casque du conducteur	120 €	
Attentats et actes de terrorisme		
Véhicule décrit aux Conditions Particulières	Valeur à dire d'expert	18
Accessoires prévus au catalogue du constructeur	Dans la limite de 10% de la valeur à dire d'expert ou contractuelle du véhicule	
Garantie individuelle du conducteur		
Indemnisation en droit commun : - en cas de blessures - en cas de décès	45 000 € 15 000 €	21
Pour les franchises et pour les autres garanties, se reporter aux clauses et montants indiqués aux Conditions Particulières ou aux Conditions Générales et annexes		
(1) y compris ses éléments, pièces de rechange standard et systèmes de protection contre le vol		
(2) selon les dispositions prévues à l'article 24.2.2		

Tableaux d'application de la vétusté

Pour le véhicule : _____

Taux de vétusté applicable sur la valeur déclarée du véhicule assuré à la souscription et calculé par année de garantie entamée depuis la date de souscription du contrat	
1 ^{er} semestre de la 1 ^{ère} année :	15 %
2 ^{ème} semestre de la 1 ^{ère} année :	30 %
Par années suivantes :	20 %
Avec un maximum de 70%	

Pour les accessoires : _____

Taux de vétusté applicable sur la valeur d'achat des accessoires (1) et calculé à compter de la date d'acquisition desdits accessoires	
Moins d' 1 an :	14 %
De 1 à 2 ans :	25 %
Au delà de 2 ans :	16 % par an
Avec un maximum de 90 %	

(1) selon justificatifs d'achat d'origine

AMT ASSURANCES

14 quai Marmoutier
BP 7233
37072 TOURS cedex 2

Tél : 02 47 51 07 07 - Fax production : 02 47 51 00 50 - Fax sinistres : 02 47 51 02 10
info@amt.tm.fr - www.amt.tm.fr

SA au capital de 300 000 € - RCS Tours B 397 855 867
Intermédiaire en assurances - immatriculée à l'ORIAS sous le n° 07 008 730 (www.orias.fr)
Soumis à l'Autorité de Contrôle Prudentiel - 61 rue Taitbout - 75436 PARIS cedex 9



Assurance Moto